

CENTRE DE
RECHERCHE EN
DROIT PUBLIC



**RAPPORT
ANNUEL
2016**



Faculté de droit
Université 
de Montréal

TABLE DES MATIÈRES

Mot du directeur	
Le CRDP, de 1962 à 2016.....	4
1. Les publications de 2016	5
2. La formation des étudiants en 2016	5
3. Les subventions en 2016	6
4. Infrastructures	8
Chercheurs du CRDP.	10
1. Chercheurs réguliers	10
2. Chercheurs associés	13
3. Chercheurs honoraires	14
4. Chercheurs invités	14
5. Collaborateurs	14
Conseil de direction	16
Personnel administratif du CRDP	16
Agents de recherche.....	17
Les centres affiliés et réseaux de recherche	18
Recherches du CRDP	20
Axe 1. Droit et nouveaux rapports sociaux	20
Axe 2. Droit et technologies de l’information et des communications.....	23
Axe 3. Droit, santé et développement durable	28
Chaires de recherche	32
Autres organisations de recherche associées directement au CRDP.....	34
Annexe 1 : Les publications	37
Annexe 2 : Les conférences.....	50
Annexe 3 : Liste des étudiants.....	82

Mot du directeur

Un « aujourd’hui » radieux ! Cette obligation statutaire que constitue l’élaboration de ce présent rapport est une belle occasion de montrer une nouvelle fois la vivacité des recherches orchestrées par les membres du CRDP. Dans un précédent rapport, en 1998, Jacques Frémont, alors directeur, mentionnait que si le quotidien de la recherche nous invite parfois à la mélancolie, face notamment, aux coupures, aux redditions de compte croissantes et chronophages, l’élaboration du rapport annuel « permet de dissiper cette impression et de se réjouir de l’intense activité scientifique qui a caractérisé les activités de l’année qui s’achève. »

Sur ce point, ce qui était vrai en 1998, l’est tout autant en 2016. Et le directeur que je suis à la lecture de ces quelques pages ne peut que se réjouir d’une hausse significative en termes de financement, de publication, de visibilité et de formation. En effet, comme vous pourrez le constater ci-après, c’est dans tous les domaines de mesure de l’activité scientifique que le CRDP se distingue.

Financement. Nous référerons tout d’abord aux données présentées aux pages 6 à 9 du présent rapport. Vous pourrez constater, cette année encore, une hausse significative de financement, ce qui est particulièrement édifiant à une époque où l’attrition budgétaire en matière de recherche se vérifie trop souvent. Parmi une multiplicité de projets (près d’une centaine), on peut notamment remarquer que le Laboratoire de cyberjustice (Axe 2) continue à être aussi attractif nationalement et internationalement tant pour des recherches fondamentales que pour des contrats de recherche. Également, autre illustration, il nous faut souligner que le projet ADAJ (Accès au droit et à la Justice) (Axe 1) a été financé en 2016 à hauteur de 4,9 millions, ce qui assure une pérennité de recherche pour les 6 prochaines années.

Publications. Ensuite, en ce qui a trait aux publications, comme vous pourrez le constater aux pages 39 à 49, nous dénombrons pas moins de **90** références qui agrémentent la recherche scientifique dans nos trois axes de prédilection. Parmi ces productions, on peut noter **16** nouveaux livres rédigés par les 15 chercheurs du CRDP.

Visibilité. Dans le registre de la visibilité, le CRDP a participé à l’organisation de pas moins de **113** conférences et les chercheurs en ont donné environ **95**. Au-delà de ces activités traditionnelles de visibilité des travaux de recherche, il faut mentionner que les recherches bénéficient d’une couverture numérique importante, les chercheurs utilisant plusieurs dizaines de sites web pour se faire connaître, la plateforme www.crdp.umontreal.ca, jouant le rôle de « porte-étendard » en relayant au mieux ces savoirs multiples. Les médias sociaux (notamment *Twitter* (compte « @crdp_udem ») – plus de 400 abonnés) font également partie de nos modes de communication et constituent désormais un outil quasi-quotidien pour dispenser la bonne parole.

Formation. Enfin, et sans doute la nouvelle nous semble être la plus enthousiasmante, le CRDP demeure, encore et toujours, une plaque tournante de la formation juridique au Québec et au Canada. Si notre institution reste aussi attractive auprès des étudiants de maîtrise, il nous plaît de signaler tout particulièrement le nombre d’étudiants au doctorat (64) dont uniquement en 2016, 7 ont soutenu leur thèse et 6 sont devenus des professeurs d’université (Daniel Djedi (Djibouti) ; Yue Zhao (Chine) ; Florian Martin-Bariteau (Ottawa) ; Pierre-Luc Déziel (Laval) ; Karine Gentelet

(UQO) ; Audrey Ferron-Parayre (Ottawa)). Fort de cette tradition, le CRDP continue d'essaimer une façon de faire et un savoir depuis près de 55 ans.

Des lendemains qui chantent ! Mais il y a aussi d'autres informations que le rapport ne signale pas. En premier lieu, en novembre 2016, nous avons déposé le renouvellement de la demande RDCG auprès du FQR-SC. Pour la troisième fois (2004 – 2010 – 2016), nous comptons donc reconduire cette collaboration fructueuse entre l'Université de Montréal, l'Université McGill et l'Université Laval. Bien que cette démarche soit particulièrement prenante (59 rubriques à compléter – la demande principale de 20 pages est accessible en ligne (pdf)), elle permet néanmoins de structurer tant substantiellement (axes de recherche ; thématiques fédératrices) que formellement (programmation d'activités) les recherches entre les trois institutions universitaires. Cette année, si nos trois axes ont été maintenus, une évolution a été consacrée en intégrant le thème fédérateur des « globalisations ». Ce terme à la mode, nous désirons le substituer à la notion de « gouvernance » (le « G » de RDCG étant ainsi maintenu), qui nous a certes beaucoup servi mais que nous souhaitons mettre au goût du jour. Cet apport de la part du FQR-SC nous est indispensable et c'est donc assurément l'une des nouvelles de 2017 que nous attendons, non pas avec anxiété, mais avec envie de savoir ; envie de savoir comment a été reçu notre programme de travail pour les six prochaines années. À cet égard, signalons que l'équipe de chercheurs réguliers qui composent le RDCG, dont les 15 du CRDP, est particulièrement stable. En revanche, la liste des chercheurs collaborateurs a été assez substantiellement remaniée afin de tenir compte de l'état des liens existants actuellement.

En second lieu, il me faut ajouter que si le CRDP peut bénéficier d'une structure organisationnelle stable, notamment du personnel, nous avons eu en 2016 une série de recrues qui agrémentent la qualité de nos services. D'abord, en janvier, Laurence Largenté s'est vu octroyer le poste de coordonnatrice du CRDP et du RDCG. Doctorante en droit de la santé (Axe 3), elle dispose d'une expérience soutenue qui fut fort appréciée lors du dépôt de la demande RDCG. Ensuite, Manuelle Lonné est depuis septembre notre nouvelle agente de gestion financière, poste névralgique s'il en est dans le cadre d'une structure moderne de recherche.

Une nouvelle fois, le présent rapport ne permet pas de faire un état exhaustif des nombreuses activités offertes au sein du CRDP ; c'est pourquoi nous vous invitons à mieux connaître ce que nous sommes en visitant www.crdp.umontreal.ca et en s'abonnant sur *Twitter* à « crdp_udem ».



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gautrais', written over a horizontal line.

Vincent Gautrais (Mai 2016)
Directeur du CRDP

Le CRDP, de 1962 à 2016

Le Centre de recherche en droit public (CRDP) créé en 1962 constitue depuis plus de 50 ans un espace de concertation interne entre chercheurs d'une part et entre chercheurs et étudiants d'autre part mais aussi avec la société civile que le CRDP ne manqua pas d'influencer. Ce dialogue permanent a été une nouvelle fois réaffirmé, en 2004, par la mise en place du *Regroupement stratégique* « Droit, changements et gouvernance » (ci-après « RDCG ») financé par le Fonds de recherche du Québec - société et culture (FRQ-SC) que le CRDP orchestre depuis lors.

Pour remplir sa mission, le CRDP a identifié **3** mandats prioritaires :

1. **Développer** et dynamiser les activités de recherches dans le domaine du droit notamment par une approche interdisciplinaire de nos travaux;
2. **Contribuer** à la diffusion et à l'échange des connaissances dans le domaine juridique en développant des liens avec d'autres chercheurs au niveau international et aussi avec les praticiens du droit;
3. **Contribuer** à la formation de jeunes chercheurs.

Les travaux menés par les chercheurs du CRDP depuis sa fondation en 1962 portent sur les formes contemporaines du droit, sur ses conditions d'émergence et sur ses rapports avec les autres formes de normativité et de régulation sociales. Nos perspectives de recherche ont évidemment évolué au cours des décennies. Si la mission du CRDP durant ses premières années d'existence était de « favoriser et d'organiser la recherche en droit public, plus particulièrement en droit constitutionnel et administratif », elle s'est lentement élargie à l'étude d'un grand nombre de questions et de thèmes relatifs au droit contemporain. C'est ainsi que les perspectives de recherche se sont graduellement transformées au cours des dernières années pour produire une approche élaborée autour de trois axes thématiques de recherche :

- **Droit et nouveaux rapports sociaux,**
- **Droit et technologies de l'information et des communications et**
- **Droit, santé et développement durable.**

Il faut noter que l'axe Droit, santé et développement durable a connu une profonde transformation. Ainsi, après une période de transition, une réorientation s'est effectuée afin de faire ressortir l'importance et l'intersection du droit de la santé et du droit du développement durable. En ce qui a trait au développement durable, l'étude des thèmes qui y sont rattachés a bénéficié de la participation dynamique de collaborateurs issus des milieux académique et professionnel.

Notons également que les travaux réalisés au CRDP sont largement reconnus pour leur spécificité. Souvent subventionnés par les plus grandes fondations et fonds de recherche publics, ces travaux sont menés notamment dans le cadre de nos 7 chaires, nos groupes de recherche (Laboratoire de cyberjustice, Observatoire du droit à la justice, etc.) et nos centres et réseaux associés au Canada et à l'étranger. La majorité de nos travaux se situent ainsi au carrefour de plusieurs disciplines.

En effet, l'interdisciplinarité est devenue une signature déterminante du CRDP. Si les recherches conduites dans l'axe Droit et technologies de l'information et des communications mettent à contribution la théorie du droit, la théorie de la communication, le génie informatique et la science politique, celles de l'axe Droit et nouveaux rapports sociaux font souvent cohabiter le droit, la sociologie, l'analyse économique, la criminologie et l'anthropologie. De même, plusieurs projets de l'axe Droit, santé et développement durable regroupent des juristes, des médecins, des généticiens, des philosophes, des éthiciens, des sociologues et des biologistes.

Les travaux du CRDP se caractérisent aussi par leur continuité. Si certains projets sont réalisés dans le cadre de cycles de recherche relativement courts, de trois à cinq ans, plusieurs s'étendent sur plus d'une dizaine d'années, suivant le cours des changements sociaux et technologiques. Ces efforts soutenus ont engendré d'importants réseaux de recherche qui constituent aujourd'hui la base du **Regroupement Droit, changements et gouvernance**, réseau international et multidisciplinaire qu'anime le CRDP.

1. Les publications de 2016

L'année 2016 a été riche en publication. Ainsi, les 15 chercheurs réguliers du Centre ont contribué à la rédaction ou à l'édition de **15** ouvrages. Ils ont publié **31** articles scientifiques et **28** contributions à un ouvrage collectif, **5** rapports de recherche, actes de colloque et autres publications en tout genre, plus de **200** blogues, **2** bulletins et **1** préface (annexe 1). Ils ont par ailleurs prononcé une centaine de conférences scientifiques (annexe 2). S'il est parfois difficile de colliger précisément le nombre des activités de diffusion des étudiants et agents de recherche du CRDP, ceux-ci ont pour le moins prononcé de 5 à 10 conférences et écrit au moins 3 chapitres de livres et 4 articles.

Pour en savoir plus, lire <http://www.crdp.umontreal.ca/publications/?date=2014>.

2. La formation des étudiants en 2016

La place des étudiants dans la vie du CRDP occupe une place déterminante, et ce, sous plusieurs formes : en premier lieu, près de **71** étudiants canadiens et étrangers participent aux projets des chercheurs comme assistants. En deuxième lieu, un grand nombre d'entre eux prennent part aux séminaires étudiants et aux autres activités de diffusion de la connaissance.

Enfin, en troisième lieu, la formation à la recherche constitue une fonction essentielle de la mission du CRDP où les 15 professeurs encadrent, en 2016, **2** post doctorants, **71** étudiants

au 3^{ème} cycle (sur la centaine que compte la Faculté de droit de l'Université de Montréal) et **52** étudiants au 2^{ème} cycle. Une liste des titres des thèses et mémoires en cours durant l'année 2015-2016 est reproduite à l'annexe 3 du présent rapport. Cette activité d'encadrement est notamment favorisée par le développement de programmes de formation établis sur la base de nos axes de recherche dans le domaine de la biotechnologie et des technologies de l'information et des communications.

Notons aussi que les étudiants sont des membres très actifs de la vie intellectuelle du CRDP et organisent chaque année, dans le cadre du Regroupement « RDCG », un cycle de séminaires étudiants. Ces séminaires « Jeunes chercheurs », tenus sur une base mensuelle, permettent aux étudiants de maîtrise, de doctorat et de post-doctorat de présenter aux chercheurs et à leurs pairs leurs travaux de recherche.

Les étudiants peuvent aussi compter sur un programme de bourses d'appoint, de dépannage et des compléments de bourses conçu pour favoriser la poursuite et la réussite de leur programme d'étude. Dans ce cadre, le CRDP a attribué 135 744 \$ bourses aux étudiants au cours de l'année 2016. De plus, les étudiants-chercheurs inscrit au doctorat, bénéficient d'un programme de bourse de mobilité. Le CRDP accueille à son tour les doctorants de partenaires étrangers pour une durée allant d'un à six mois.

		NB	Contrats	1,124
1er cycle		15	31 902,72	35 858,66
2eme		22	97 542,81	109 638,12
3eme		11	53 129,00	59 716,99
			sans AV	Avec AS
1er cycle	35 859 \$			
2e cycle	109 638 \$			
3e cycle	59 717 \$			
	205 214 \$			

BOURSE-ÉTUDIANTS MAITRISE	46 578 \$
BOURSE-ÉTUDIANTS DOCTORAT	7 500 \$
BOURSE-ÉTUD.ETR. MAITRISE	9 305 \$
BOURSE-ÉTUD.ETR. DOCTORAT	36 051 \$
	99 434 \$
BOURSE - HORS UDM	7 000 \$ RDCG
	29 310 \$ autres
	36 310 \$

Par ailleurs notons que la diplomation de nos étudiants a été très fructueuse durant cette année universitaire, ainsi **7** étudiants ont soutenu leur thèse de doctorat et **9** ont terminé leurs études de maîtrise. Nous présentons toutes nos félicitations à nos nouveaux diplômés (annexe 3).

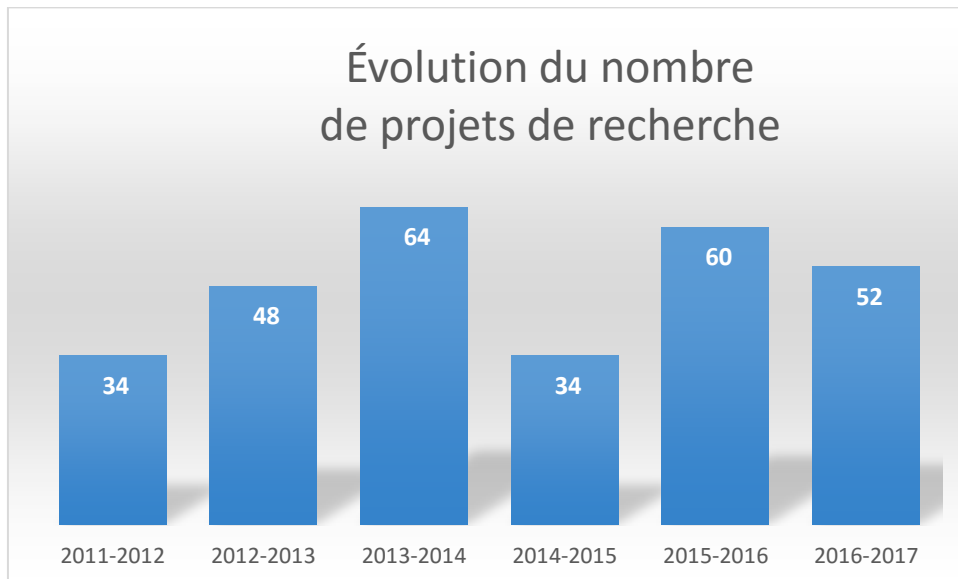
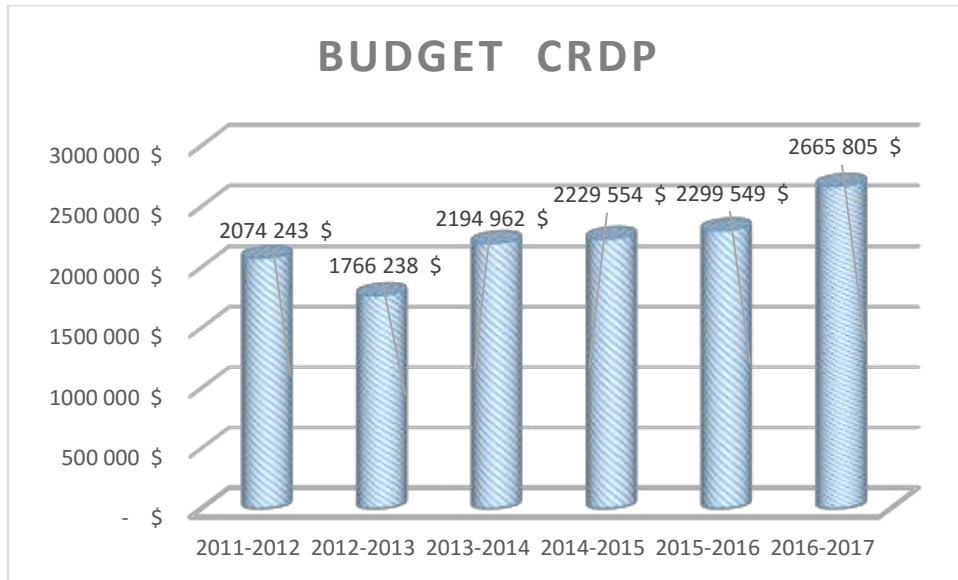
3. Les subventions en 2016

Les chercheurs réguliers du Centre de recherche en droit public mènent simultanément une cinquantaine (52) de projets de recherche financés. Ceux-ci portent sur une multitude de thèmes et de questions reliés à nos axes de recherche. Ces subventions proviennent aussi bien des grands organismes subventionnaires comme le FRQ-SC, le CRSH, du gouvernement du Québec, tel que le ministère de la justice, que de fonds privés. Cette diversité, ainsi que la multiplicité des projets rendent également compte d'une évolution continue de nos travaux, lesquels sont le fruit d'importantes collaborations scientifiques entre les chercheurs réguliers, les chercheurs associés et les collaborateurs du CRDP.

Signalons que selon les chiffres obtenus le plus récemment, plus de **87%** des subventions de la faculté de droit de l'université de Montréal ont été obtenus par les chercheurs du CRDP.

SUBVENTIONS, DONNS ET CONTRATS DE RECHERCHE DES MEMBRES DU CRDP		
INFRASTRUCTURE CRDP		
CÉDAR (INFRASTRUCTURE)	180 000 \$	1
FQRSC-RDCG	240 000 \$	1
SUBVENTIONS INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPE		
CRSH/CONSEIL DE RECH EN SC.HUMAINE	856 696 \$	13
FONDATION CANADIENNE POUR L'INNOVATION	-	3
FQRSC-FDS DE RECH DU QUEB. SC & CULTURE	19 995 \$	2
IRSC	100 000 \$	2
GENOME QUEBEC	14 400 \$	1
CONTRATS	610 311 \$	3
MINISTÈRE	30 544 \$	3
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUEBEC	5 000 \$	1
COMMISSION CEE-COMMUN.EUROP.	45 219 \$	1
REVENU EXTERNE	390 104 \$	8
FONDATION CLAUDE MASSE	12 575 \$	2
FONDATION DU BARREAU DU QUEBEC	5 462 \$	4
SOQUIJ	-	1
UdeM	155 500 \$	5
UNIVERSITE MCGILL	-	1
Total	2 665 806 \$	52

Évolution des montants des subventions des 4 dernières années



4. Infrastructures

Comme mentionné plus tôt, le Centre de recherche en droit public constitue, d'une part, un espace de concertation entre chercheurs et, d'autre part, entre chercheurs et étudiants. Ces

rôles de diffusion du savoir ont été particulièrement affirmés, depuis 2004, par la consécration du CRDP comme figure de proue du *Regroupement stratégique* par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQR-SC). En 2011, la subvention a été renouvelée pour sept ans. L'activité du CRDP se mesure à sa grande capacité de fédérer des chercheurs et des projets de recherche. Le caractère interdisciplinaire de nos travaux favorise ce regroupement continu des activités scientifiques en droit.

Les chercheurs du CRDP bénéficient par ailleurs du travail d'un secrétariat très expérimenté, d'un personnel spécialisé dans la gestion de fonds de recherche importants et de spécialistes des communications électroniques. Si le CRDP peut également réaliser ses activités, c'est du fait du travail d'un personnel de recherche stable, comprenant près de cent chercheurs, professionnels, agents et auxiliaires de recherche, œuvrant avec toutes les équipes du Centre de recherche en droit public. Cette importante masse de collaborateurs explique en grande partie la capacité du CRDP d'agir comme catalyseur de la recherche dans de très nombreux aspects du droit contemporain, au Québec et au Canada.

Chercheurs du CRDP.

Le CRDP regroupe 15 chercheurs réguliers, 26 chercheurs associés, 26 collaborateurs, 6 chercheurs honoraires et deux chercheurs invités.

1. Chercheurs réguliers



Karim Benyekhlef (Axe 1 Et 2)

Professeur titulaire, Directeur, Laboratoire de cyberjustice, Chaire LexUM en information juridique

Cyberjustice | Droit global | Droit constitutionnel | Droit et libertés | Technologies de l'information | Théories du droit

Courriel : karim.benyekhlef@umontreal.ca



Jean-François Gaudreault-Desbiens (Axe 1)

Professeur titulaire, Titulaire, Chaire de recherche du Canada sur les identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées

Droit constitutionnel | Droit et religion | Droit et société | Minorités et diversité | Théories du droit

Courriel : jf.gaudreault-desbiens@umontreal.ca



Ysolde Gendreau (Axe1)

Professeure titulaire

Propriété intellectuelle

Courriel : ysolde.gendreau@umontreal.ca



Violaine Lemay (Axe 1)

Professeure agrégée

Droit et société | Interdisciplinarité | Minorités et diversité | Théories du droit

Courriel: violaine.lemay@umontreal.ca



Thérèse Leroux (Axe 3)

Professeure titulaire

Biotechnologies | Droit de la santé

Courriel : therese.leroux@umontreal.ca



Hugo Tremblay (Axe 3)

Professeur adjoint de droit des ressources naturelles et de l'énergie

Droit et développement durable

Courriel : hugo.tremblay.7@umontreal.ca



Nanette Neuwahl (Axe 1)

Professeure titulaire, Titulaire, Chaire Jean-Monnet en droit de l'Union européenne

Droit de l'Union européenne

Courriel : nanette.neuwahl@umontreal.ca



Pierre Noreau (Axe 1)

Professeur titulaire

Accès à la justice | Droit et société | Minorités et diversité | Règlement des différends

Courriel : pierre.noreau@umontreal.ca



Catherine Piché (Axe 1)

Professeure agrégée

Directrice, Laboratoire sur les actions collectives/Class Actions Lab.

Preuve | Procédure | Règlement des différends | Action collective

Courriel : catherine.piche@umontreal.ca



Catherine Régis (Axe 3)

Professeure agrégée

Titulaire, Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé

Droit de la santé | Gouvernance | Règlement des différends

Courriel : catherine.regis@umontreal.ca



Stéphane Rousseau (Axe 1)

Professeur titulaire

Titulaire, Chaire en gouvernance et droit des affaires, Directeur, Centre de droit des affaires et du commerce international

Gouvernance

Courriel : stephane.rousseau@umontreal.ca



Hélène Trudeau (Axe 3)

Professeure agrégée

Droit de l'environnement

Courriel : helene.trudeau@umontreal.ca



Pierre Trudel (Axe 1 Et 2)

Professeur titulaire, Titulaire de la Chaire Wilson sur le droit des technologies de l'information jusqu'en juin 2015

Droit des médias | Économie numérique | Gouvernance | Propriété intellectuelle | Sécurité Technologies de l'information | Vie privée

Courriel : pierre.trudel@umontreal.ca



Nicolas Vermeys (Axe 2)

Professeur adjoint, Directeur adjoint, Laboratoire de cyberjustice

Cyberjustice | Économie numérique | Règlement des différends | Sécurité | Technologies de l'information

Courriel : nicolas.vermeys@umontreal.ca



Vincent Gautrais (Axe 1 Et 2)

Professeure titulaire, Titulaire, Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique

Droit et technologies de l'information et des communications

Courriel : vincent.gautrais@umontreal.ca

2. Chercheurs associés

- **Georges Azzaria** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Karine Bates** (Université de Montréal – Département d'anthropologie)
- **Angela Campbell** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Charles Emmanuel Côté** (Université Laval – Faculté de droit)
- **Marie Demoulin** (Université de Montréal – École de bibliothéconomie et des sciences de l'information (EBSI))
- **Jaye Ellis** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Catherine Garnier** (UQAM – Institut, santé et société)
- **Fabien Gélinas** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Mylène Jaccoud** (Université de Montréal – Faculté de criminologie)
- **Richard Janda** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Yann Joly** (Université McGill – Faculté de médecine)
- **Daniel Jutras** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Lara Khoury** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Bartha Maria Knoppers** (Université McGill – Faculté de médecine)
- **David Lametti** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Solange Lefebvre** (Université de Montréal – Faculté de théologie)
- **Lyne Létourneau** (Université Laval- département des sciences animales)
- **Bjarne Melkevik** (Université Laval – Faculté de droit)
- **Pierre Emmanuel Moysé** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Victor Muniz-Fratecelli** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Richard Ouellet** (Université Laval – Faculté de droit)
- **Johanne Poirier** (Université McGill – Faculté de droit)

- **Christian Saint-Germain** (UQAM – Faculté des sciences humaines)
- **Marion Vacheret** (Université de Montréal – Faculté de criminologie)
- **Shauna Van Praagh** (Université McGill – Faculté de droit)
- **Christine Vézina** (Université Laval – Faculté de droit)

3. Chercheurs honoraires

- **Daniel Poulin**, Professeur émérite / Président, Lexum
- **Jacques Frémont**, Professeur émérite / Recteur de l'Université d'Ottawa depuis le 1^{er} juillet 2016
- **Andrée Lajoie**, Professeure émérite
- **Ejan Mackaay**, Professeur émérite
- **Patrick A. Molinari**, Professeur émérite
- **Guy Rocher**, Professeur émérite

4. Chercheurs invités

- **Michèle Stanton-Jean** (Université de Montréal - CRDP)
- **Sergio Branco**, Professeur, IBMEC University (Brésil), Directeur, Instituto de Tecnologia e Sociedade de Rio de Janeiro (29 août 2016-5 décembre 2016)

5. Collaborateurs

- **Gilles Bibeau**
Professeur associé, Département d'anthropologie, Université de Montréal)
- **Alberto Bondolfi**
Professeur honoraire d'éthique, Faculté de théologie, Université de Genève
- **Abdallah Daar**
Professeur, Joint Center for Bioethics, University of Toronto
- **Bruno Deffains**
Professeur, Université Panthéon-Assas
- **Denys Delâge**
Professeur retraité, Département de sociologie, Université Laval
- **Jean-Louis Denis**
Professeur titulaire, Chaire de recherche du Canada sur la gouvernance et la transformation des organisations et systèmes de santé, École nationale d'administration publique
- **Pierre-Gerlier Forest**
Département de science politique, Université Laval
- **Daniel Gaudet**

Professeur agrégé, Chaire en génétique préventive et génomique communautaire, Université de Montréal

- **Béatrice Godard**
Professeur agrégé, Département de bioéthique, Université de Montréal
- **Richard Gold**
Professeur titulaire, Faculté de droit, Université McGill
- **Éloïse Gratton**
Associée Borden-Ladner-Gervais,
Chargée de cours, Faculté de droit, Université de Montréal
- **Pavel Hamet**
Professeur titulaire, Département de médecine, Université de Montréal
- **Thomas Hudson**
Professor, Ontario Institute for Cancer Research, University of Toronto
- **Robert Kouri**
Professeur titulaire, Faculté de droit, université de Sherbrooke
- **Carole Lévesque**
NRS Urbanisation, culture et société
- **Yvan Perrier**
Professeur, Cégep du Vieux-Montréal
- **Yves Poulet**
Professeur, Recteur de l'Université de Namur
- **Marc-Urbain Proulx**
Professeur, Département des sciences économique et administratives, UQAC
- **Christine Rothmayr Allison**
Professeure agrégée, Département de psychologie, Université de Montréal
- **Bernard Saladin d'Anglure**
Professeur, Département d'anthropologie, Université Laval
- **Peter Singer**
Joint Center for Bioethics, University of Toronto
- **Dominique Sprumont**
Professeur extraordinaire, Institut de droit de la santé, Université de Neuchâtel
- **Alain Strowel**
Professeur, Université Saint-Louis Bruxelles
- **Daniel Thomas**
Professeur, Unité d'enseignement et de recherche en sciences du développement humain et social, UQAT
- **David Vaver**
Emeritus Professor, University of Oxford (R.-U.)
- **Brenda Wilson**
Department of Epidemiology & Community Medicine, University of Ottawa

Conseil de direction du CRDP

PRÉSIDENT	HURTUBISE René, Juge retraité de la Cour supérieure du Québec
MEMBRES	BERNARD Louis, Président de Louis Bernard consultant inc. COUTO Francisco, Justice Canada GOLD Marc, Maxwell, Cumming & Sons KENNIFF Patrick, Kenniff & Racine LORD Guy, Osler, Hoskin & Harcourt, Montréal TRAHAN Anne-Marie, Juge retraitée de la Cour supérieure du Québec MADORE Renée, Ministère de la Justice, Québec
MEMBRES D'OFFICE	BOUCHARD Frédéric (Vice-recteur adjoint à la recherche, UdeM) représenté par LACHANCE GAUDREAU-DESBIENS Jean-François, Doyen, Faculté de droit, UdeM GAUTRAIS Vincent, Directeur, CRDP, UdeM

Personnel administratif du CRDP

DIRECTION	GAUTRAIS Vincent
Direction administrative (FACULTÉ/CRDP) ADMINISTRATION	BOYER Manon ROY Odette, Commis aux affaires administratives PAUL Ghyliane, Agente de gestion financière (jusqu'au 31 mai 2016) LONNÉ Manuelle (depuis le 29 septembre 2016)
COORDINATION	SMOUK Karima, Responsable des communications (jusqu'au 31 mai 2016) THERRIEN Cristiano, Responsable des communications (depuis 1 ^{er} septembre) FAU Valentine, Responsable des relations étudiantes LARGENTÉ Laurence, Coordonnatrice scientifique
SECRÉTARIAT	MAGANA Alma Lorena et THÉRIAULT-SYLVESTRE Sylvie, Agentes de secrétariat
SOUTIEN INFORMATIQUE	ROY Normand

Agents de recherche

ABRAN France
Agente de recherche,
Équipe de droit de l'information

GENTELET Karine
Coordinatrice scientifique, Laboratoire de cyberjustice (jusqu'au 30 mai 2016)

CALLIPEL Valentin
Chargé de mission, Laboratoire de cyberjustice

AMAR Emmanuelle
Agente de recherche, Laboratoire de cyberjustice jusqu'au 31 mai 2016
Coordinatrice scientifique du laboratoire de Cyberjustice depuis 1^{ier} juin 2016

Assistants de recherche

MARTIN-BARITEAU Florian
Coordonnateur, OpenUM et Chaire L.R. Wilson (jusqu'au 31 août 2016)

JETTÉ Virginie
Chaire L.R. Wilson

Les centres affiliés et réseaux de recherche

CDACI – Centre de droit des affaires et du commerce international, Faculté de droit, Université de Montréal

CPPI – Centre des politiques en propriété intellectuelle, Faculté de droit, Université McGill

Public Population Project in Genomics and Society, Centre d'innovation Génome Québec/Université McGill

Au Canada

Centre Paul-André Crépeau de droit privé et comparé, Faculté de droit, Université McGill

Centre for Innovation Law and Policies, Faculty of Law, University of Toronto

Joint Centre for Bioethics, University of Toronto

Health Law Institute, Faculty of Law, University of Alberta

Doctorat en sciences humaines appliquées, Université de Montréal

Centre canadien d'études allemandes et européennes, Université de Montréal

Centre de recherche du CHU Sainte-Justine, Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine / Université de Montréal

Centre de recherche du CHUM, Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Unité de recherche en neuroéthique de l'IRCM, Institut de recherches cliniques de Montréal

Hors du Canada

CERSA – Centre d'études et de recherches de science administrative, Centre national de recherche scientifique / Université Panthéon-Assas Paris II (France)

CECOJI – Centre d'études sur la coopération juridique internationale, Centre national de recherche scientifique / Université de Poitiers (France)

CRIDS – Centre de recherche Information, Droit et Société, Université de Namur (Belgique)

CERAPS – Centre d'études et de recherche administratives, politiques et sociales, Centre national de recherche scientifique / Université Lille-II Droit et Santé (France)

IRDA – Institut de recherches pour un droit attractif, Université Paris-XIII Nord (France)

GERN – Groupe européen de recherches sur les normativités, Centre national de recherche scientifique (France)

Centre de droit public, Université libre de Bruxelles (Belgique)

Autoritat Catalana de Protecció de Dades, (Autorité catalane de protection des données) (Espagne)

Fundaciòn Canadà, (Espagne)

Centro de Estudios de Derecho Ambiental de Tarragona (Centre d'études de droit de l'environnement de Tarragona, Université Rovira i Vigili (Espagne)

Max Planck Institute for Social Anthropology, Munich

Recherches du CRDP

Axe 1. Droit et nouveaux rapports sociaux



Les travaux de l'axe « **Droit et nouveaux rapports sociaux** » portent essentiellement sur l'ajustement continu en lien avec la nature même du droit qui cherche à évaluer, redéfinir, peser les rapports sociaux entre entités en opposition. Que ce soit entre majorité et minorité, entre développement économique et développement durable, entre les institutions juridiques et le justiciable, entre l'État et le citoyen quant au contrôle du second par le premier ou à la mise en forme des relations interpersonnelles ou des rapports commerciaux, les relations sont confrontées à des changements d'envergure qui demandent à être objectivés.

Les travaux menés sous cet axe s'articulent autour de la gouvernance en général et s'ouvrent à la vision offerte par la sociologie, la juriscomptabilité, la science politique, l'anthropologie, l'histoire et la philosophie. Le droit y est abordé à la fois comme production sociale et comme facteur structurant des rapports sociaux. Les thèmes abordés au sein de cet axe touchent notamment la gouvernance autochtone, la déontologie judiciaire et les nouvelles formes de la gouvernance étatique.

Les chercheurs principaux de l'axe participent à des projets, des publications et à l'organisation de nombreux colloques et conférences sur des thèmes aussi variés que la spéculation financière, le processus de nomination des juges ou encore la gouvernance des organisations.

Les projets de recherche en cours en 2015.

- « État et cultures juridiques autochtones : un droit en quête de légitimité », [2013- 2017]
CRSH Savoir-Connexion
Collaborateur : **Jean-François Gaudreault-Desbiens**
(Chercheur principal : Otis)
- « Inventaire et typologie des formes d'interdisciplinarité avec le droit. » [2015 -2017]
Organisme subventionnaire : UdeM/CRSH
Chercheuse principale : **Violaine Lemay**
- « Accès à la justice : études internationales comparées » [2013-2016]
Organisme subventionnaire : CRSH
Chercheur principal : **Pierre Noreau**
- « Accès au droit et à la justice » [2015 – 2016]
Organisme subventionnaire : Commission des Droits de la Personne et des Droits de la Jeunesse
Chercheur principal : **Pierre Noreau**
- « ADAJ - Accès au droit, accès à la justice » [2016-2023]
Organisme subventionnaire : CRSH
Chercheur principal : **Pierre Noreau**
- « ADAJ - Accès au droit et à la justice » [2016- 2018]
Organisme subventionnaire : CRSH
Co-chercheuse principale : **Catherine Piché**
- « La compensation du justiciable par le recours collectif » [2016-2018]
Organisme subventionnaire : FQRSC
Chercheuse principale : **Catherine Piché**
- « Analyse juridique du contrat logistique dans une perspective comparative en droit canadien et anglo-américain » [2016 – 2017]
Organisme subventionnaire : Fondation pour la recherche juridique
Collaborateur : **Stéphane Rousseau**

- « Analyse juridique des composantes du contrat logistique et son traitement juridique en droit civil » [2015 – 2016]
Organisme subventionnaire : Fondation du Barreau du Québec
Chercheur collaborateur : **Stéphane Rousseau**

- « L'application des lois dans le secteur des valeurs mobilières » [2013 - 2017]
Organisme subventionnaire : Autorité des marchés financiers
Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance
Chercheur collaborateur : **Stéphane Rousseau**

- « L'application des lois dans le secteur des valeurs mobilières » (2013-2016)
Organisme subventionnaire : Autorité des marchés financiers
Chercheur principal : **Stéphane Rousseau**

Axe 2. Droit et technologies de l'information et des communications



Les travaux menés dans le cadre de l'axe **Droit et technologies d'information et des communications** visent à éclairer les mutations et redéfinitions induites dans les environnements technologiques au regard du droit et des autres normativités. Trois séries de questions rassemblent les chercheurs de cet axe, et ce, autour de trois grands types d'acteurs : en premier lieu, le cadre juridique et normatif du cyberspace s'intéresse à la place de l'État comme producteur de lois; en deuxième lieu, des mécanismes informels de régulation applicables aux technologies de l'information proviennent de communautés civiles ou marchandes dont on doit soit tenir compte soit critiquer; en troisième lieu, il importe d'analyser la production judiciaire des tribunaux au regard, d'une part, des droits fondamentaux qui sont souvent rééquilibrés face à la rapidité des changements sociaux et technologiques et, d'autre part, des nouveaux outils et les mutations induites par la cyberjustice.

L'avènement des plateformes de réseaux sociaux (Web 2.0) constitue un autre point de départ de plusieurs projets de recherche entrepris par les chercheurs, ce nouvel Internet permettant d'accorder une place encore plus importante à la construction de communautés. Plus d'une trentaine de projets de recherche ont été menés ou sont en cours dans le cadre de cet axe de recherche. Ces dernières années, les chercheurs ont produit près de 20 livres, 50 articles et autres contributions scientifiques et prononcé plus de 250 conférences.

L'axe « Droit et technologies de l'information et des communications » est particulièrement fier d'accueillir le [Laboratoire de cyberjustice](#), plus grande infrastructure mondiale du genre qui s'est imposé comme un partenaire de choix pour plusieurs organismes internationaux, dont la Banque mondiale, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et nationaux, comme le Centre canadien de technologie judiciaire, le Ministère de la justice du Québec et le Barreau du Québec. La réputation du CRDP repose également sur les travaux innovants menés par la [Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique](#) et la [Chaire d'excellence de l'Université de Montréal en droit de la sécurité et des affaires électroniques](#).

Les projets en cours

- « Entente cadre » [2014 -...]
Organisme subventionnaire : Ministère de la Justice du Québec
Co-chercheur : **Karim Benyekhlef**

- « Étude sur le cadre juridique de gestion de l'information judiciaire » [2014- ...]
Organisme subventionnaire : Ministère de la Justice du Québec
Co-chercheur : **Karim Benyekhlef**

- « Cour municipale de la ville de Québec : vers une cour numérique » [2015-...]
Organisme subventionnaire : entente avec la Ville de Québec
Co-chercheur : **Karim Benyekhlef**

- « Réseau d'excellence pour l'étude du droit global » [2015-...]
Organisme subventionnaire : G3
Co-chercheurs : **Karim Benyekhlef, Benoit Frydman et Nicolas Levrat**

- « Repenser le droit processuel : vers une cyberjustice » [2011-2018]
Organisme subventionnaire : Conseil de recherche (GTRC) et Université de Montréal
Co-chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- « Consum i Noves Technologies »,
Grupo de Recerca en Dret Privat, université de Barcelone
Co-chercheur : **Karim Benyekhlef**

- « Seconde phase du projet de plateforme de négociation en ligne (Medicys) » [2015-2016]
Organisme subventionnaire : Chambre nationale des huissiers de Justice de France
Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- « Préstamos hipotecarios, Consumidores, mediación obligatoria y online dispute resolution » [2016-2017]
Organisme subventionnaire : Université de Barcelone
Co-chercheur : **Karim Benyekhlef**

- « La justice mobile » [2014-2019]
Organisme subventionnaire : Fondation canadienne de l'innovation, Fonds des Leaders
Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- « Noyau logiciel » [2012-2015]
Organisme subventionnaire : Fondation canadienne de l'innovation

Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**

- « El uso de las tecnologías de la información y la comunicación en el ámbito judicial: de la modernización a la innovación y la justicia abierta » [2016-2018]
Organisme subventionnaire : Ministerio de Economía y Competitividad del Reino de España, Universidad de Murcia
Co-chercheur principal : **Karim Benyekhlef**
- Chaire LexUM en information juridique.
Organisme subventionnaire : Fonds privés
Chercheur principal : **Karim Benyekhlef**
- « Étude sur le cadre juridique de gestion de l'information judiciaire » [2014- ...]
Organisme subventionnaire : Ministère de la Justice du Québec
Co-chercheur : **Karim Benyekhlef**
- www.LPC.quebec [2015]
Organisme subventionnaire : Soquij
Chercheur principal : **Vincent Gautrais**
- Regroupement Droit, Changements et Gouvernance [2011-2017]
Organisme Subventionnaire : FRQSC
Chercheur principal : **Vincent Gautrais**
- Membre du regroupement sur la cybercriminalité [2014-2017]
Co-chercheur : **Vincent Gautrais**
- Groupe d'experts en recherche sur les intérêts des consommateurs [2014-2017]
Organisme Subventionnaire : CRSH
Collaborateur : **Vincent Gautrais**
- Recherche sur le « Consommateur numérique » [2015]
Organisme subventionnaire : Fondation Claude Masse
Chercheur principal : **Vincent Gautrais**
- Chaire L.R. Wilson en droit du commerce [2015/2016]
Organisme Subventionnaire : Fonds privés
Chercheur principal : **Vincent Gautrais**

- « OpenUM – Outils pour l'éducation numérique à l'Université de Montréal » [2014-2016]
Organisme subventionnaire : CRSH (Connexion)
Chercheur principal : **Vincent Gautrais**
- « Plateforme *LLCJTI.ca* dédiée à la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information » [2011-2017]
Organisme subventionnaire: Barreau du Québec [2013-2016]
Chercheur principal : **Vincent Gautrais**
- « Normativité individuelle » [2014-2018]
Organisme subventionnaire : CRSH
Chercheur principal : **Vincent Gautrais**
- « Normativité individuelle : enjeux juridiques de la documentation » [2015 – 2018]
Organisme subventionnaire: Conseil de Recherches en Sciences Humaines du Canada
Chercheur principal : **Vincent Gautrais**
- « Unfair competition law: the hidden and complementary side of intellectual property », [2015-2016]
Organisme subventionnaire: Programme G3
Co-chercheur(e)s: **Ysolde Gendreau**, Andrée Puttemans et Jacques de Werra
- « Droit et Accès à la justice (ADAJ) » [2016 – 2022]
Organisme subventionnaire : CRSH
Co-chercheur : **Pierre Trudel**
- « Ma première ligne numérique en santé » [2014-2016]
Organisme subventionnaire : CEFRIO
Chercheur : **Pierre Trudel** Co-chercheure : **France Abran**
- « La normativité journalistique » [2013-2016]
Organisme subventionnaire : Centre d'études sur les médias
Chercheur : **Pierre Trudel** Co-chercheure : **France Abran**
- « Étude sur le cadre juridique de gestion de l'information judiciaire » [2014- ...]
Organisme subventionnaire : Ministère de la Justice du Québec
Co-chercheur **Nicolas Vermeys**

- « Entente cadre » [2014 -...]
Organisme subventionnaire : Ministère de la Justice du Québec
Co-chercheur: **Nicolas Vermeys**
- « Droit et Accès à la justice (ADAJ) » [2016 – 2022]
Organisme subventionnaire : CRSH
Co-chercheur: **Nicolas Vermeys**
- « Seconde phase du projet de plateforme de négociation en ligne (Medicys) » [2015-2016]
Organisme subventionnaire : Chambre nationale des huissiers de Justice de France
Co-chercheur: **Nicolas Vermeys**
- « Cour municipale de la Ville de Québec : vers une cour numérique» [2015- ...]
Organisme subventionnaire : Ville de Québec
Co-chercheur : **Nicolas Vermeys**
- « Repenser le droit processuel : vers une cyberjustice » [2011-2018]
Organisme subventionnaire : Conseil de recherche (GTRC) et Université de Montréal
Co-chercheur : **Nicolas Vermeys**

Axe 3. Droit, santé et développement durable



L'axe « **Droit, santé et développement durable** » traite d'un domaine sujet à une évolution rapide qui influence la manière de réguler ce secteur de pointe. Aussi, depuis longtemps, les travaux réalisés au sein de cet Axe sont consacrés à l'examen de nombreuses questions tant juridiques qu'éthiques telles que la transplantation d'organes, la génomique, la politique des médicaments, les zoonoses, la protection de la santé publique la gouvernance de la recherche en santé, l'encadrement normatif des nanotechnologies, les mesures de contrôle de la réhabilitation des sols contaminés, les organismes génétiquement modifiés, etc. Nos chercheurs et collaborateurs travaillant sur les questions d'innovation en matière de santé humaine, d'environnement et d'agriculture ont ainsi développé et contribué à des projets consacrés aux aspects éthiques, environnementaux, légaux et sociaux.

Ces dernières années, les travaux des chercheurs de l'axe se sont concentrés sur droit de la santé et le droit du développement durable. Le CRDP accueille ainsi depuis 2013 la Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politique de la santé.

Les projets en cours

- « Réseaux stratégiques Programme sur les aspects du NE³LS » [2015-2021]
Développement d'un réseau de recherche et d'innovation pour l'étude des NE³LS
Organisme subventionnaire : Fonds de recherche du Québec - Société et Culture
Co-chercheure : **Thérèse Leroux**
(Chercheure principale : Marie-Hélène Parizeau)
- « Étude de l'impact normatif de l'Organisation mondiale de la santé en droit interne »

[2016-2018]

Organisme subventionnaire : Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé et autres organismes subventionnaires (demandes en cours)

Chercheure principale : **Catherine Régis**

- « Analyse critique du nouveau régime des directives médicales anticipées au Québec » [2016-2017]
Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé et autres (obtenues)
Chercheure principale : **Catherine Régis**
- « Analyse du rôle de l'expertise médicale judiciaire au regard de l'enjeu de l'accès à la justice » [2016-...]
Organisme subventionnaire: Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) dans le cadre du projet ADAJ: <http://adaj.ca/>
Co-chercheure : **Catherine Régis**
- « L'Intégration des technologies de l'information dans le domaine de la santé » [2015-2017]
Organisme subventionnaire: Chaire L.R. Wilson et Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé
Co chercheur(e)s : **Catherine Régis**, Vincent Gautrais
- « Étude comparée France – Québec sur les actions de groupe et les actions collectives en santé » [2016]
Organisme subventionnaire : Institut droit et santé de l'Université Paris Descartes et Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé
Co-chercheure : **Catherine Régis**
- « La résolution des conflits face à l'émergence du secteur privé en santé » [2011-2016]
Organisme subventionnaire : Fonds de recherche du Québec – Société et Culture
Chercheure principale : **Catherine Régis**
- « Rémunération médicale et gouvernance clinique performante : une analyse comparative » [2014 – 2016]
Organisme subventionnaire : Fonds de recherche du Québec – Société et culture,
Co-chercheure : **Catherine Régis**
(Chercheur principal : Jean-Louis Denis de l'ÉNAP)

- « Évaluation de la performance du régime d'examen des plaintes du système de santé au Québec », [2015-2016]
Organisme subventionnaire : Commissaire à la santé et au bien-être
Chercheure principale : **Catherine Régis**
- Subvention pour la rédaction d'un livre en droit de la santé [2015-2016]
Organisme subventionnaire : Éditions Thémis
Co-chercheure : **Catherine Régis**. Co-chercheure : **Lara Khoury**
- « Les plaintes des patients en France et au Québec : outil d'évaluation des risques sanitaires et d'amélioration des systèmes de santé », [2015-2017]
Organisme Subventionnaire : Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec et du ministère des Affaires étrangères et du Développement international de la République française (Consulat général de France à Québec) dans le cadre de la 65e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise
Co-chercheure : **Catherine Régis**. Co-chercheure : **Anne Laude**, (Université Paris-Descartes)
- « Réseau pour la mise en place d'un consortium multisectoriel pour l'étude de l'environnement socio-écologique dans le golfe du Saint-Laurent », [à partir de 2015]
Organisme subventionnaire : Fonds de recherche Nature et technologies, gouvernement du Québec
Co-chercheure : **Catherine Régis**. Chercheur principal: **Philippe Archambault**
- « ATRAP - Algal Blooms, Treatment, Risk Assessment, Prediction and Prevention through Genomics » [2016 – 2020]
Organisme subventionnaire : Génome Québec/Canada, Projet multidisciplinaire
Co-chercheur : **Hugo Tremblay**
- « Réseau pour la mise en place d'un consortium multisectoriel pour l'étude de l'environnement socio-écologique dans le golfe du Saint-Laurent », [à partir de 2015]
Organisme subventionnaire : Fonds de recherche Nature et technologies, gouvernement du Québec
Co-chercheur : **Hugo Tremblay**. Chercheur principal: **Philippe Archambault**
- « Les ententes intergouvernementales applicables aux eaux transfrontalières entre, le Québec et les provinces canadiennes et les états américains voisins »
Organisme subventionnaire : CRSH
Chercheur principal : **Hugo Tremblay**

- « ATRAP - Algal Blooms, Treatment, Risk Assessment, Prediction and Prevention through Genomics » [2016 – 2020]
Organisme subventionnaire : Génome Québec/Canada, Projet multidisciplinaire
Co-chercheure : **Hélène Trudeau**
- « Politiques publiques, fédéralisme coopératif et gouvernance multi-niveaux » (2014-2016)
Organisme subventionnaire : G3 (Direction des relations internationales/Université de Montréal, Université Libre de Belgique, Université de Genève)
Chercheure principale : **Hélène Trudeau**
- « La qualification juridique des droits d'émission de carbone : une énigme et quelques clés pour le praticien » [2014 – 2016]
Organisme subventionnaire : Chambre des Notaires du Québec
Co-chercheure: **Hélène Trudeau**
- « Regards croisés sur le SPEDE : Un bilan 2015-2020» [2015-2016]
Organisme subventionnaire : CIRANO
Co-chercheure : **Hélène Trudeau**
- « Droit international de l'environnement » , Subvention pour la rédaction de la 3e édition de l'ouvrage par Jean Maurice Arbour, Sophie Lavallée, Hélène Trudeau et Jochen Sohnle [2015-2016]
Organisme subventionnaire : FONDATION DU BARREAU
Co-chercheure : **Hélène Trudeau**

Chaires de recherche

Chaire de recherche du Canada sur les identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées

Titulaire : Pr. Jean-François Gaudreault-DesBiens

La Chaire de recherche du Canada sur les identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées vise à approfondir la réflexion sur les rapports entre droit, politique et culture et, en se référant à des thèmes où les questions relatives au constitutionnalisme jouent un rôle central, à théoriser transversalement ces rapports sur la base d'une éthique juridique cherchant à la fois à mettre en évidence l'hétéronomie des processus de constitution des identités, juridiques ou autres, et à atténuer les conséquences potentiellement délétères de ces tentatives d'instrumentalisation du droit.

Chaire de recherche du Canada sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé

Titulaire : Pre Catherine Régis

L'objectif général de la Chaire sur la culture collaborative en droit et politiques de la santé est de mieux comprendre et de modéliser le défi de la collaboration au sein des systèmes de santé, un enjeu ayant des retombées concrètes et notables sur leur viabilité. Dans son volet de recherche fondamentale, la Chaire cherche à approfondir la compréhension des enjeux et des facteurs de collaboration au sein des systèmes de santé. Cette compréhension des facteurs de coopération a des retombées directes en matière d'ingénierie des politiques publiques, en permettant une activité de régulation sociale basée sur une analyse plus fine des facteurs qui inhibent ou favorisent les collaborations souhaitées au sein du système de santé. Dans son volet de recherche appliquée, la Chaire incorpore le modèle collaboratif qui découle de son volet de recherche fondamental à travers différents projets de recherche spécifiques comme : les partenariats émergents privé-public de financement et de fourniture de soins et services; les mécanismes de prévention et règlement des différends qui doivent soutenir une gouvernance collaborative; la collaboration interprofessionnelle et interinstitutionnelle dans le secteur de la santé.

Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique

Titulaire : Pr. Vincent Gautrais

La Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique consacre ses activités à l'étude des mutations du droit et des autres normativités encadrant les échanges dans le cyberspace. Elle vise à mieux comprendre le fonctionnement du droit et des autres normes de conduite et à mettre au point des stratégies pour assurer le bon déroulement des activités de commerce électronique et des autres interactions dans le cyberspace. La Chaire se donne pour mission de renforcer et de consolider les capacités de recherche dans le champ du droit des technologies de l'information et du commerce électronique.

Chaire Jean Monnet en droit de l'Union européenne

Titulaire : Pre. Nanette Neuwahl

Cette Chaire vise à pallier la pénurie de cours en droit de l'Union européenne au Québec et au Canada et à fournir les outils nécessaires aux étudiants qui désirent poursuivre des études supérieures dans cette discipline. Cet engagement envers ce domaine d'études est une première au Canada. Son programme d'activités renforce l'objectif de la Faculté de droit de l'Université de Montréal de préparer ses étudiants pour une carrière internationale, leur permettant de pratiquer le droit non seulement au Canada ou aux États-Unis, mais aussi à l'étranger, spécialement en Europe. La Chaire permet en effet de diversifier l'offre de cours en droit de l'Union européenne, tant pour les étudiants de premier cycle que pour ceux des études supérieures. En outre, la Chaire implique de jeunes chercheurs dans une série d'activités nouvelles en droit de l'Union européenne ou comparé, auxquelles peuvent être associés des professeurs étrangers spécialisés.

Chaire Lexum en information juridique

Titulaire : Pr. Karim Benyekhlef

Les objectifs scientifiques de la Chaire visent à favoriser des travaux et des activités aspirant à faciliter l'accès à la justice, l'accès au droit et les enjeux afférents au recours aux technologies de l'information dans le monde juridique. À ce titre, les enjeux socio-juridiques et techno-juridiques entourant l'avènement de la cyberjustice sont au cœur du programme scientifique de la Chaire.

Chaire en gouvernance et droit des affaires

Titulaire : Pr. Stéphane Rousseau

La Chaire a pour objectifs d'étudier comment le droit s'adapte pour encadrer les activités commerciales; d'étudier les problématiques reliées au droit des affaires et du commerce international et de proposer des solutions qui peuvent y répondre de façon efficace; d'assurer la formation de juristes et de chercheurs de premier plan, capables d'affronter la concurrence et aptes à devenir des chefs de file dans leur domaine; de transmettre des connaissances et de favoriser la coopération entre les milieux où évoluent les acteurs du droit des affaires et du commerce international.

La Chaire vise à maintenir de hauts standards de rigueur propres à la recherche universitaire, notamment par des débats, des échanges et des tests d'hypothèses abordés avec des méthodes scientifiques, quantitatives et qualitatives; réaliser des travaux et mener des activités sur des sujets d'intérêts pour les communautés universitaires et professionnelles de manière à contribuer à la réflexion et aux débats; mener des travaux de recherche et des activités sans parti pris, avec intégrité et honnêteté intellectuelle; fournir des solutions aux défis auxquels font face les professionnels et les gens d'affaires par les activités de recherche et de formation.

Autres organisations de recherche associées directement au CRDP

Laboratoire de cyberjustice

Créé en 2010 par les professeurs Karim Benyekhlef de l'Université de Montréal et Fabien Gélinas de l'Université McGill, le Laboratoire de cyberjustice est un espace de réflexion et de création où les processus de justice sont modélisés et repensés. Plus précisément, l'équipe du Laboratoire analyse l'incidence des technologies sur la justice et développe des outils technologiques concrets et adaptés à la réalité des systèmes judiciaires. Bénéficiant d'une expertise universitaire et multidisciplinaire, l'équipe du Laboratoire est animée par plusieurs étudiants dynamiques ainsi que par des chercheurs et professionnels qualifiés. En plus de son équipe permanente, établie à l'Université de Montréal et à l'Université McGill, l'expertise du Laboratoire s'étend à l'échelle mondiale: son équipe internationale rassemble 20 universités et centres de recherche, 36 chercheurs et 9 partenaires.

Observatoire du droit à la justice (ADAJ)

Créé en 2005 par le professeur Pierre Noreau, l'Observatoire est composé d'une équipe de chercheurs et de professionnels issus de tous les horizons du droit, il vise à atteindre trois objectifs principaux : documenter empiriquement la situation de la justice au Québec; réfléchir sur les principes généraux qui sous-tendent le droit à la justice; proposer des solutions viables et efficaces au problème contemporain de l'accès à la justice. À travers une compréhension accrue du système de justice par le public et le développement des connaissances du droit, l'Observatoire cherche ainsi à rendre la justice accessible par l'élargissement de l'espace des communications entre le monde du droit et celui des sujets de droit.

Laboratoire sur les actions collectives

L'objectif premier du Laboratoire est de permettre échanges et réflexions entre praticiens, penseurs, chercheurs et juges intéressés par le droit et la pratique des recours collectifs au Québec et ailleurs au Canada et dans le monde. À cet égard, le Laboratoire agira comme plateforme de communication, d'échange d'informations, de lieu de rencontre. Ainsi, il servira de centre de réflexion quant à la réforme du droit des recours collectifs, autant ici qu'ailleurs à travers le monde. Dans un deuxième et tout aussi important ordre, le Laboratoire facilitera la collecte de données et statistiques judiciaires et la documentation de la pratique et du droit des recours collectifs, ainsi que la diffusion des connaissances sur les plans théorique et empirique concernant le recours collectif. Cet exercice pourra se faire en coopération avec le Fonds d'aide aux recours collectifs, fonds québécois qui permet d'assurer le financement public du recours collectif à certaines conditions. Une plateforme virtuelle pourra à ces fins être mise en place et mise à jour, principalement sous la forme d'une page Web. Dans un troisième ordre, le Laboratoire permettra de stimuler l'enseignement du droit des recours collectifs au Québec et ailleurs en permettant l'enseignement de la matière au premier cycle et aux études supérieures, l'embauche d'assistants et d'adjoints à la recherche, le développement de programmes et de certificats ou spécialisations dans ce domaine.

<http://www.classactionslab.ca/fr/about/missions/>

Annexes

Annexe 1 : Les publications de 2016

CHERCHEUR-ES RÉGULIER-ES

Ouvrages

BENYEKHFLEF Karim, BAILEY Jane, BURKELL Jacquelyn et GELINAS Fabien (dir.), *eAccess to Justice*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2016, 412 p.

BENYEKHFLEF Karim, (dir.), *Vers un droit global*, Montréal, Éditions Thémis, 2016, 220 p.

BEAULAC Stéphane, GAUDREAU-DESBIENS Jean-François, *The Common Law and Civil Law Traditions in Canada: Some Red Flags for Transferring Lawyers / Les traditions de Common Law et de Droit Civil au Canada: de quelques précautions que devraient prendre les avocats en mobilité*, Ottawa, Fédération canadienne des professions juridiques, 2016, 94 p. (approx.)

GAUTRAIS Vincent, MEKKI Mustapha (Dir.), *Preuve et développement durable*, Éditions Thémis, Montréal, 2016, 232 p.

GAUTRAIS Vincent, LAFOND Pierre-Claude (Dir.), *Le consommateur numérique*, Éditions Yvon Blais, Cowansville, 2016, 345 p.

GAUTRAIS Vincent (Dir.), *RDCG2015 : Regroupement Droit Changements et Gouvernance*, Éditions Thémis, Montréal, 2016 (à paraître).

Sieglinde GSTÖHL, Jörg MONAR and NEUWAHL Nanette (Dir.), *Transatlantic Leadership in a Global Perspective: Challenges and Opportunities*. Edited volume to celebrate the 20th anniversary of the European Foreign Affairs Review 2016.



BARRERE Sarah, NEUWAHL Nanette (dir), *Coherence and Incoherence in Migration, Management and Integration*, Montréal, Thémis (2016)

BERNHEIM Emmanuelle, NOREAU Pierre (dir.), *La thèse... un guide pour y entrer et s'en sortir*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2016, 347 p.

NOREAU Pierre, *Le droit préventif : Le droit au-delà de la loi*, Montréal, Thémis, 2016, 176 p. (1ère édition 1993).

G. GAGNON Alain, NOREAU Pierre (dir.), *Droit et politique de la diversité : Mélanges en l'honneur de José WOEHLING*, Montréal, Éditions Thémis, 2016, 350 p.

PICHÉ Catherine, *La preuve civile* (- J.C. Royer), Montréal, Éd. Yvon Blais, 2016, 1634 p.

ROUSSEAU Stéphane, DESALLIERS Pierre, *Les devoirs des administrateurs lors d'une prise de contrôle*, 2^e éd., Montréal, Éditions Thémis, 2016, 470 p.

RÉGIS Catherine (dir.), KHOURY Lara et KOURI Robert P., *Les grands conflits en droit de la santé*, Première édition des Rencontres en droit de la santé, Cowansville, Éditions Yvon Blais/Thomson Reuters, 2016



ARBOUR Jean-Maurice, LAVALLÉE Sophie, TRUDEAU Hélène et SOHNLE Jochen, *Droit international de l'environnement*, 3^e édition, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 1568 p.

Chapitres de livre

BENYEKHLEF Karim

« Introduction » dans Karim BENYEKHLEF, Jane BAILEY, Jacquelyn BURKELL et Fabien GELINAS (dir.), *eAccess to Justice*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2016, p. 1-21

Rapport général. Procédure et immatériel, dans Travaux de l'association Henri Capitant, Journées espagnoles, *L'immatériel*, Bruxelles, Bruylant et LBSV, 2016, 681-697 et

Questionnaire. Procédure et immatériel, dans Travaux de l'association Henri Capitant, journées espagnoles, *L'Immatériel*, Bruxelles, Bruylant et LBSV, 2016, p. 699-709 (avec Cléa IAVARONE-TURCOTTE)

« Une introduction au droit global », dans Karim BENYEKHFLEF (dir.), *Vers un droit global*, Montréal, Éditions Thémis, 2016, p. 1-64

GAUDREAU-DESBIENS Jean-François

« Canadian Federalism and Quebec's Pathological Prism », dans: S.Gervais, C. Kirkey et J. Rudy (dir.), *Quebec Questions. Quebec Studies for the Twenty-First Century*, Oxford University Press, 2016, p. 316-331

GAUTRAIS Vincent

« Réformer l'enseignement du droit : la course en avant », dans Mustapha Mekki (Dir.), *L'enseignement du droit : quel(s) système(s), quelle(s) méthode(s), quelle(s) discipline(s) ?*, Paris, 2016, à paraître

GAUTRAIS Vincent, THERRIEN Cristiano

« Digitization, Culture and Law The Digital Leap in the North American Sandbox », dans Géraldine Goffaux (Dir.), *Ethique et patrimoine culturel – Regards croisés*, coll. Droit du patrimoine culturel et naturel, Paris, L'Harmattan, 2016, à paraître.

GENDREAU Ysolde

« Droit d'auteur et droits de l'homme » in S. Holman (dir.), *Expansion and Contraction of Copyright : Subject, Matter, Scope, Remedies*, Dublin

« Le régime allemand de copie privée comme modèle structurant du droit d'auteur » in *Actes du congrès de l'ALAI 2015*, Berlin, Springer, version remaniée sous le titre « Le 50^e anniversaire du régime allemand de copie privée », (2015-2016) *Revue canadienne de propriété intellectuelle*. 31

NEUWAHL Nanette

« The EU and Emerging Principles of European Investment Protection – at the Example of the Comprehensive Economic and Trade Agreement » in : ANDENAS, M., HAPOLD M. and PANTALEO, L. (eds.), *The European Union as an Actor in International Economic Law*. Asser Press, 2016

« Coherence in Migration Management and Integration Today – Reflections from an Observer of European Integration », in : BARRÈRE S. et NEUWAHL N. (dir.), *Cohérence et incohérence dans la gestion des migrations et de l'intégration*, Montréal, Éditions Thémis, 2016.

« Responsible Treatment in the Field of Migration – *Opinion 2/13* and the Shifting Relationship between the ECHR and EU Law » in : BARRÈRE S. et NEUWAHL N. (dir.), *Cohérence et incohérence dans la gestion des migrations et de l'intégration*, Montreal, Éditions Thémis, 2016

« Écrire une thèse ou un mémoire dans une langue autre que la sienne », in : BERNHEIM E. et NOREAU P. (dir.), *La thèse – Un guide pour y entrer... et s'en sortir*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016, p. 209-222.

« L'intégration dans un contexte académique étranger », in : BERNHEIM E. et NOREAU P. (dir.), *La thèse – Un guide pour y entrer... et s'en sortir*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016, p. 51-64.

NOREAU Pierre

« Une bonne thèse... c'est quoi ? » dans Emmanuelle BERNHEIM et Pierre NOREAU (dir.), *La thèse... pour s'en sortir ! Projet académique, professionnel et personnel*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2016, p. 115-128.

« Travailler avec un Directeur de thèse » dans Emmanuelle BERNHEIM et Pierre NOREAU (dir.), *La thèse... pour s'en sortir ! Projet académique, professionnel et personnel*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2016, p. 195-208.

« Le rapport au religieux au Québec : Mesure empirique et fondements d'une crispation collective », dans Alain G. GAGNON et Pierre NOREAU (dir.), *Droit et politique de la diversité : Mélanges en l'honneur de José Woehrling*, Montréal, Éditions Thémis, 2016

« The Old and the New ? Elements for a General Theory of Institutional Change: The Case of Paperless Justice » in Karim Benyekhlef, Jane Bailey, Jacquelyn Burkell, and Fabien Gélinas, *eAccess to Justice*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2016, p. 263-304.

NOREAU Pierre, BERNHEIM Emmanuelle

« Introduction », dans Emmanuelle BERNHEIM et Pierre NOREAU (dir.), *La thèse... pour s'en sortir ! Projet académique, professionnel et personnel*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2016, p. 7-10.

NOREAU Pierre, BONIN Pierre-Oliver

« Faire droit, devenir juriste, Trajectoire des étudiants en faculté : une étude en contexte québécois », dans Massimo VOGLIOTTI et François OST (dir.), *Les transformations du droit et du savoir juridique : quelles conséquences pour la formation juridique ?* Paris, Dalloz, 2016
FJ_NOREAU_NORPI9801.pdf 4

PICHÉ Catherine, CHAFFAÏ-PARENT Shana

Jurisclasseur – Legispratique : L'expertise, Ch. I, « Le rôle de l'expert », p. 50

PICHÉ Catherine

« Un juge extraordinaire », dans S. Guillemard, dir., *Le Code de procédure civile : quelles nouveautés? , Cahiers de droit – Éd. Yvon Blais*, 2016, p. 223

LAVERDIÈRE Marco, RÉGIS Catherine

« Comprendre les conflits interdisciplinaires pour mieux y faire face : un défi pour le système professionnel québécois », dans *Les grands conflits en droits de la santé*, sous la dir. de Catherine Régis, Lara Khoury et Robert Kouri, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2016, p. 193 - 233

ROUSSEAU Stéphane

« The Evolution of Corporate Law in Canada : Towards Regulatory Competition ? », dans A. Prüm, dir., *Cent ans de droit luxembourgeois des sociétés*, Bruxelles, Larcier, 2016, p. 335-347

TREMBLAY Hugo, KOLI Kamelia

« L'impact de la fragmentation du droit sur le développement des hydrocarbures dans le Golfe du Saint-Laurent » dans *Notre Golfe : État des connaissances en lien avec l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures*. Directrice : Irene Schloss, maison d'édition indéterminée, 2016, p. 32

TREMBLAY Hugo

« Données environnementales "commerciallement sensibles" : une étude de cas à propos de suintements de pétrole à Old Harry » dans Irene Schloss (dir) *Notre Golfe : État des connaissances en lien avec l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures*. (Maison d'édition à déterminer), 2016

TREMBLAY Hugo

« L'économie circulaire en politique et en législation québécoises » dans Mélanie McDonald, Daniel Normandin, Sébastien Sauvé, *L'économie circulaire*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal. 2016.

TRUDEL Pierre

« La souveraineté en réseaux », dans Annie Blandin-Obernesser, *Droits et souveraineté numérique en Europe*, Bruxelles, Bruylant, 2016, p. 5-14

VERMEYS Nicolas

« Le règlement en ligne des différends de cyberconsommation », dans Pierre-Claude LAFOND et Vincent GAUTRAIS, *Le consommateur numérique : Une protection à la hauteur de la confiance ?*, Cowansville, Yvon Blais, 2016, p. 257

VERMEYS Nicolas

"Privacy v. Transparency: How Remote Access to Court Records Forces Us to Re-examine Our Fundamental Values", dans Karim Benyekhlef et al. (éd.), *eAccess to Justice*, Ottawa, University of Ottawa

Articles

BENYEKHFLEF Karim

« Le droit global : un défi à la démocratie » (2016) *Revue Projet*, accessible en ligne et en

format papier

«Online Consumer Dispute Resolution : A Narrative Around (and An Example of) Postmodern Law», (2016) 21 *Lex Electronica*, 57-87. Disponible à : <http://www.lex-electronica.org/articles/volume-21/online-consumer-dispute-resolution-a-narrative-around-and-an-example-of-postmodern-law/>

«ICT-Driven Strategies for Reforming Access to Justice Mechanisms in Developing Countries», (2015) 6 *The World Bank Legal Review*, 325-343 (avec Emmanuelle AMAR et Valentin CALLIPEL)

GAUDREAULT-DESBIENS Jean- François

« Pour une théorie déontique-axiomatique de la décision en contexte fédéral, ou quelques jalons pour une philosophie politico-juridique du fédéralisme », (2016) 1 *Jus Politicum*. *Revue de droit politique*, 135-177
<http://juspoliticum.com/article/Pour-une-theorie-deontiqueaxiomatique-de-la-decision-en-contexte-federal-ou-quelques-jalons-pour-une-philosophie-politico-juridiquedu-federalisme-1090.html>

GAUDREAULT-DESBIENS Jean - François

« Algunos de los desafíos legales y políticos que debe afrontar el movimiento de independencia de Quebec », (2016) 37 *Teoría y Realidad Constitucional*, 135-162.

GAUDREAULT-DESBIENS Jean-François

« Can Quebec's Relative Autonomy within Canada be a Template for Tibet? », dans: R. Toniatti & J. Woelk (dir.), *Multinational Integration, Cultural Identity and Regional Self-Government. Comparative Experiences for Tibet*, Londres, Routledge, 2016, 27

GAUTRAIS Vincent

« La jurisprudence en commerce électronique en quête de maturité », (2016) 28-2 *Cahiers de propriété intellectuelle*, 425-457.

GAUTRAIS Vincent

« Différences culturelles en matière de vie privée : point de vue canadien », (2016) *Dalloz IP/IT*, 128-132.

GENDREAU Ysolde

« What's in a Name? Extended Collective Licences in Canada » in *Liber Amicorum Jan Rosén*, Stockholm, eddy.se, 2016, pp. 293-309; version remaniée dans (2016) 28 *Intellectual Property Journal*, 109-127.

GENDREAU Ysolde

« Les exceptions au droit d'auteur : vers une clarification des enjeux? », (2016) 28 *Cahiers de propriété intellectuelle*

LEROUX Thérèse, COUSINEAU Julie

« L'intégrité scientifique du chercheur au cœur d'un partage de l'information éthiquement responsable », 2016, *McGill Journal of Law and Health/Revue de droit et santé de McGill volume ?*

LEROUX Thérèse, GIRARD N.

« Cadre d'intervention de l'État, au Canada et à l'étranger, face à une pandémie d'influenza », 2016, *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, (à paraître)

NEUWAHL Nanette, GSTÖHL S. and MONAR J

“ Introduction”, in: *Transatlantic Leadership in a Global Perspective - 20th Anniversary Issue of the European Foreign Affairs Review*, 21 *European Foreign Affairs Review* (2016), (ISSN 1384-6299) 319-27.

NEUWAHL Nanette

“Cooperation under Article 42(7) of the Treaty on European Union in Reaction to the Paris Attacks”, (2016) 21, *European Foreign Affairs Review* 5-8

BOLDUC André-Anne, NOREAU Pierre

« La déontologie des élus : État des lieux et marges d'intervention », (2016) 50 *Revue juridique Thémis*, 152

PICHÉ Catherine, « Public Financeers as Overseers of Class Proceedings », (2016) 12:3 *New York University Journal of Law and Business* 776- 806

PICHÉ Catherine, « Proceedings of the 2015 Fall Conference with the Center on Civil Justice: Litigation Funding: The Basics and Beyond », (2016) 12:3 *Special Issue, New York University Journal of Law and Business*, 569- 629

PICHÉ Catherine, « Le recouvrement et l'indemnisation des membres dans l'action collective » (2016) 94 *Revue du Barreau Canadien*, 171-207

PICHÉ Catherine, « La class action à la croisée des systèmes et des traditions », *Revue internationale de droit comparé*, (2016) 2 *R.I.D.C.*, 287- 292

PICHÉ Catherine, « L'emprise des cinq doigts de Frankenstein : Réflexion en cinq temps sur l'action collective », (2016) *Revue internationale de droit comparé*, 2 *R.I.D.C.*, 291-321

RÉGIS Catherine

«L'avenir de la résolution des conflits dans le contexte de l'adoption de nouvelles technologies dans le domaine de la santé», (2016) 3 *Ottawa Law Review*, disponible sur SSRN: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2754787

RÉGIS Catherine

« L'approche psychologique du droit : pour mieux comprendre les étincelles de folie et de sagesse » (2016) 1, *Revue Psycho-Droit*, 119 - 130

RÉGIS Catherine, LARGENTÉ Laurence

« Les registres de déclaration obligatoire des liens d'intérêt en matière pharmaceutique en France et au Québec », 2 (2016) *Revue de droit sanitaire et social*, 285-295.

PRINCE Hervé A., **ROUSSEAU Stéphane**

« La Loi sur Investissement Canada à l'épreuve de l'attractivité : Contribution à la modernisation du cadre juridique canadien de l'investissement étranger », (2016) 94 *Revue du Barreau canadien*, 111-147

ROUSSEAU Stéphane

« L'obligation de surveillance des administrateurs à l'ère de la conformité », dans *Développements récents en droit des affaires*, Service de la formation continue – Barreau du Québec, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2016, 227-260.

PRINCE Hervé A., **ROUSSEAU Stéphane**

« La Loi sur Investissement Canada à l'épreuve de l'attractivité : Contribution à la modernisation du cadre juridique canadien de l'investissement étranger », (2016) 94 *Revue du Barreau canadien* 111-147

TREMBLAY Hugo

« Le droit de l'eau face aux déluges bibliques et aux sécheresses millénaires : la gestion des conflits d'usage causés par la variabilité hydrologique », 2016, *Cahiers de droit*,

TREMBLAY Hugo

“Sustaining Development in a Thermodynamic Universe: Raging Against the Dying of the Light”. (2016) 28 *Journal of Environmental Law and Practice* 3, 333-35

TREMBLAY Hugo

« Municipalités et hydrocarbures: chargées à blanc sur la ligne de front » *Revue*: (2016) Vol.26 No.1 *Revue générale de droit*, 179-214 (p.36).

ARCHAMBAULT Philippe, GRANT Cindy AUDET, René, BADER Barbara, BOURGAULT Daniel, CUSSON Mathieu, DOYON Sabrina, DUMONT Dany, LAMALLE Sandy, LEVASSEUR Maurice, MORIN Émilie, PELLETIER Émilien, SCHLOSS Irene, ST-ONGE Guillaume, THERRIAULT Geneviève, **TREMBLAY Hugo**, TREMBLAY Jean-Éric, TREMBLAY Réjean et PLANTE Steve

« Notre Golfe : l'émergence d'un réseau intersectoriel pour l'étude de l'environnement socioécologique du golfe du Saint-Laurent » (2016) 140, *Le Naturaliste canadien* No.2 41-

44.

TRUDEL Pierre

« La neutralité d'Internet en droit canadien », Repères, Août 2016, EYB2016REP2023

TRUDEL Pierre

« Mutations numériques et droit des médias », Droit Montréal, Automne 2016, p. 18-19

Rapports de recherche

NOREAU Pierre, BAL Aminata, LEFEBVRE Brigitte, NORMANDIN Mario, **TREMBLAY Hugo**, VALOIS Martine,

Rapport de recherche sur *L'avenir professionnel des étudiants de droit*, Montréal, 15 juin 2016

GAUTRAIS Vincent, **TRUDEL Pierre**, « Rapport québécois », Journées internationales Capitant, Mondialisation, mai 2016, Berlin, 15 p. (Version préliminaire)

TREMBLAY Hugo

Rapport de recherche sur *La variabilité hydrologique et la gestion des conflits d'usage*, Consortium Ouranos, Montréal, mars 2016

TRUDEL Pierre, ABRAN France,

Les enjeux et risques juridiques des échanges d'information dans la relation patient-médecin dans l'espace santé TELUS, Étude menée dans le cadre du programme « Ma première ligne numérique en santé » CEFRIO, février 2016, 80 p.

VERMEYS Nicolas et AMAR Emmanuelle

« Le dépôt technologique des documents », étude présentée au ministère de la Justice du Québec, 2016, 170 pages.

Blogues

GAUTRAIS Vincent, « Radar et la preuve à soi-même », (30 novembre 2016)

<http://www.gautrais.com/blogue/2016/11/30/radar-et-la-preuve-a-soi-meme/>

TRUDEL Pierre

<http://www.journaldemontreal.com/blogues/pierre-trudel>

VERMEYS Nicolas, [Recognizing That Handwritten Signatures Are a Weak Form of Authentication](#) (2016) *Slaw* (avec BENYEKHELF Karim)

VERMEYS Nicolas, [The Use of Artificial Intelligence to Facilitate Settlements Through ODR](#) (2016) *Slaw* (avec BENYEKHELF Karim)

VERMEYS Nicolas, « Identifying E-Filers Through Strict Security Measures: Why? », (2016) *Slaw* (avec BENYEKHELF Karim)

VERMEYS Nicolas, « Does eAccess to Court Records Infringe on Copyrights? », (2016) *Slaw* (avec BENYEKHELF Karim)

VERMEYS Nicolas, « UNCITRAL Adopts Technical Notes on ODR », (2016) *Slaw* (avec BENYEKHELF Karim)

VERMEYS Nicolas, « Technological Procurement as a Component of Judicial Independence », (2016) *Slaw* (avec BENYEKHELF Karim);

Bulletins

GINGRAS Patrick, **VERMEYS Nicolas**, Bulletin « Technologies de l'information en bref », numéro 13, mai 2016, 56 p.

GINGRAS Patrick, **VERMEYS Nicolas**, Bulletin « Technologies de l'information en bref », numéro 12, janvier 2016, 60 p.

ABRAN France et TRUDEL Pierre, section francophone du Bulletin It-Can, Association canadienne du droit des technologies de l'information, 21 décembre 2016

ABRAN France et TRUDEL Pierre, section francophone du Bulletin It-Can, Association canadienne du droit des technologies de l'information, 20 octobre 2016

ABRAN France et TRUDEL Pierre, section francophone du Bulletin It-Can, Association canadienne du droit des technologies de l'information, 22 septembre 2016

France Abran et Pierre Trudel Co-rédacteurs, section francophone du Bulletin It-Can, Association canadienne du droit des technologies de l'information, 26 août 2016

France Abran et Pierre Trudel Co-rédacteurs, section francophone du Bulletin It-Can, Association canadienne du droit des technologies de l'information, 21 juillet 2016

France Abran et Pierre Trudel Co-rédacteurs, section francophone du Bulletin It-Can, Association canadienne du droit des technologies de l'information, 23 juin 2016

France Abran et Pierre Trudel Co-rédacteurs, section francophone du Bulletin It-Can, Association canadienne du droit des technologies de l'information, 12 mai 2016

France Abran et Pierre Trudel Co-rédacteurs, section francophone du Bulletin It-Can, Association canadienne du droit des technologies de l'information, 14 avril 2016

France Abran et Pierre Trudel Co-rédacteurs, section francophone du Bulletin It-Can, Association canadienne du droit des technologies de l'information, 17 mars 2016

France Abran et Pierre Trudel Co-rédacteurs, section francophone du Bulletin It-Can, Association canadienne du droit des technologies de l'information, 18 février 2016

France Abran et Pierre Trudel Co-rédacteurs, section francophone du Bulletin It-Can, Association canadienne du droit des technologies de l'information, 21 janvier 2016

Préface

TRUDEL Pierre

Préface du livre de Claude ROBILLARD, *La liberté de presse, la liberté de tous*, Montréal, Québec Amérique, 2016, pp. 15-19

Articles de vulgarisation et opinion

HOULE France, NOREAU Pierre et al

« Tribunaux administratifs fédéraux, une réforme bienvenue : Les modes de nomination actuels ont des incidences inacceptables sur l'indépendance des tribunaux et de leurs membres », dans *Le Devoir* 29 juin 2016, en ligne : <http://www.ledevoir.com/non-classe/474396/nominations-aux-tribunaux-administratifs-federaux-une-reforme-bienvenue>

ROCHER Guy, NOREAU Pierre

« Les sciences sociales et humaines : pourquoi faire ? » dans *Le Devoir*, Vol. 107, no 102, 9 mai 2016, p. A-7, en ligne : <http://www.ledevoir.com/societe/education/470333/lessciences-sociales-et-humaines-pour-quoi-faire>

NOREAU Pierre

« André-Jean ARNAUD : une inspirateur et un animateur de la vie intellectuelle autour du droit », dans *Revue européenne droit et société*, no 92, 2016, p. 13-14.

TRUDEL Pierre

« Surveiller le surveillant » *Le Devoir*, Idées, 8 novembre 2016
<http://www.ledevoir.com/societe/justice/484108/surveiller-le-surveillant>

TRUDEL Pierre

« Journalisme et démocratie », *Le Devoir*, Idées, 21 février 2016

<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/483525/en-democratie-surveiller-l-activite-journalistique-est-a-priori-exclu>
« Deux logiques », *Le Devoir*, Idées, 25 octobre 2016
<http://www.ledevoir.com/societe/justice/482989/logiques-judiciaires-et-logiques-mediaticques>
« La transparence vidée de son sens », *Le Devoir*, Opinions, 18 octobre 2016
<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/482429/la-transparence-videe-de-son-sens>
« Matériel journalistique: des réflexes à baliser », *Le Devoir*, 27 septembre 2016
<http://www.ledevoir.com/societe/justice/480894/materiel-journalistique-des-reflexes-a-baliser>
« Brandir l'image pour se faire justice? », *Le Devoir*, Idées, 20 septembre 2016
<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/480341/brandir-l-image-pour-se-faire-justice>
« Facebook et la nudité », *Le Devoir*, Idées, 13 septembre 2016
<http://www.ledevoir.com/societe/justice/479827/facebook-et-la-nudite>

CHERCHEUR-ES INVITÉ-ES

Ouvrage

STANTON-JEAN Michèle, « Saint-Jean, Idola (1880-1945) ». Texte accepté pour publication dans Gabriel Martin directeur, *Les Québécoises illustres en adjectifs*. Préface de Micheline Dumont. Accepté pour publication.

Chapitre de livre

STANTON-JEAN Michèle, « Bonifier l'interface entre le décideur et le chercheur : Quelques pistes de réflexion basées sur une expérience pragmatique », in Catherine Régis & autres, directeurs, *Les grands conflits en droit de la santé*, volume 1, Yvon Blais/Thomson Reuters, 2016, p.339-353.

Articles

STANTON-JEAN Michèle, « Le Québec a la mémoire courte », *Le Devoir*, 29 août 2016 [En ligne] :
<http://www.ledevoir.com/societe/education/478739/education-le-quebec-a-la-memoire-courte>

LAVIGNE Marie, STANTON-JEAN Michèle, « La Parité, pour l'histoire », *Le Devoir*, 14 janvier 2016, [En ligne] :
<http://www.ledevoir.com/politique/canada/460076/la-replique-la-parite-au-senat-pour-l-histoire>

Conférences

« À quelle condition le logiciel libre peut-il être considéré comme un bien commun? », Chaire Lexum en information juridique, Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, 23 avril 2015

[En ligne] : <http://www.chairelexum.ca/files/sites/21/2015/04/Logiciellibre.docx-10-05-2015.pdf>

Annexe 2 : Les conférences

Dans sa programmation annuelle, le CRDP organise quatre types de conférence.

Le cycle de conférences

Les normes énormes

- 26 novembre 2015 : « **Normes énormes : inflation législative** »

Mistral Goudreau

Professeure titulaire à l'Université d'Ottawa – Section de droit civil – elle constitue une grande spécialiste de propriété intellectuelle et industrielle. Elle enseigne aussi en interprétation des lois et en théorie du droit. Ses activités de recherche portent principalement sur le droit fédéral canadien de la propriété intellectuelle et son interaction avec les règles générales du droit civil.

Résumé

Si les juristes déplorent régulièrement l'inflation législative, la profusion des lois, les remèdes à ce « cancer » qui ravage l'activité des législatures, sont encore à découvrir. Le droit d'auteur canadien est certainement un des secteurs qui a souffert de ce mal et demande une attention particulière. Le pointillisme du texte législatif, sa surabondance, sa complexité, son hermétisme le rendent inaccessible pour tous, à l'exception des quelques juristes spécialisés. Quelles sont les causes de l'inflation législative ? Comment peut-on rectifier la situation ? C'est le propos de cette conférence.

Dans un premier temps, il sera question de la notion d'inflation législative, pour discerner ce qui est de fait visé par cette expression. Parler d'inflation législative, c'est bien souvent en fait critiquer une réforme législative qui ne fait pas l'unanimité, ou dénoncer une prolifération de règles, jugées trop techniques, trop complexes, difficiles à concilier, si ce n'est carrément contradictoires. Mais en matière de légistique, la question de décider du caractère détaillé ou général des dispositions législatives est toujours un défi. Comme le résumait en 1983 Daniel Jacoby, qui fut sous-ministre de la Justice du Québec, le dilemme demeure : doit-on légiférer par généralités ou doit-on tout dire ? Un court rappel des certaines règles de rédaction législative nous permettra de jeter les bases de la discussion.

La deuxième partie examinera en quoi la loi canadienne sur le droit d'auteur peut être accusée d'inflation législative. Plusieurs aspects de la loi seront abordés. D'abord, un examen de certains concepts-clé et de leur difficile application compte tenu des développements technologiques permet d'expliquer en partie l'activité législative. La présentation fera un survol des principales difficultés à ce niveau, référant à certaines décisions récentes de la Cour suprême.

Par la suite, il faudra considérer l'impact du droit international. En effet, on sait que la loi canadienne a été à plusieurs reprises modifiée pour permettre au Canada de devenir partie

à certaines conventions internationales, que ce soit l'Accord de libre-échange Canada – États-Unis, l'Accord de libre-échange nord-américain, l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce et l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, la Convention de Rome, ou plus récemment le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (TODA) et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (TOIEP). À chaque fois, il a fallu mouler le droit national au cadre international, ce qui au contraire du corset qui affine la taille, semble déclencher une augmentation de l'embonpoint du texte législatif.

- 21 janvier 2016 : « **Normes énormes : inflation normative** »

Ejan Mackaay

Professeur émérite à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, institution où il a enseigné pendant plus de 35 ans. Il a dirigé le Centre de recherche en droit public de 1999 à 2003 et le CDACI de 2005 à 2008. Ses recherches ont toujours visé à améliorer l'accessibilité au droit, au sens littéral (base de données) aussi bien que figuratif (« jurimétrie », intelligence artificielle, analyse économique du droit), par le recours à des sciences voisines : l'informatique et les sciences sociales, notamment l'économie. Ses enseignements ont été reliés aux intérêts de recherche, ainsi qu'aux domaines juridiques des contrats et de la propriété intellectuelle. Il est fréquemment convié, à titre de professeur invité et de conférencier, à de nombreuses universités au Québec, ailleurs au Canada, aux États-Unis et en Europe. Il est correspondant de l'Académie royale néerlandaise des sciences et conseiller en lois au Barreau du Québec.

Résumé:

Par inflation normative il faut sans doute entendre une généralisation de la notion d'inflation législative, qui est définie comme l'accroissement du nombre et de la longueur des lois et, plus généralement, du droit. Comme pour l'inflation monétaire, Carbonnier estime que « la surabondance des signes entraîne leur dévaluation ». S'agit-il d'une maladie bénigne ou est-ce le symptôme d'une pathologie systémique de l'État ? Dans ce débat, il est utile de rappeler le titre du livre de Sassier, Philippe et Dominique Lansoy : *Ubu loi – Trop de lois tue la loi !* (Paris, Fayard, 2008).

Pour examiner le phénomène, il faut, d'abord, se faire une idée de son ampleur et se demander s'il est spécifique à notre époque ou était déjà connu auparavant. Ensuite, Il faudra s'interroger sur les effets qu'il provoquerait et sur leur caractère bénigne ou néfaste et, de même, voir s'ils se déclareraient uniformément à travers le droit ou dans certains secteurs plus que dans d'autres.

Si tant est que l'inflation normative provoque des effets pernicioseux qui doivent retenir l'attention, il faut en établir l'origine ou la cause et, dans un deuxième temps, s'interroger sur des remèdes qui ont été essayés ou qui pourraient l'être.

- 24 février 2016 : « **Normes énormes : inflation jurisprudentielle** »

Mathieu Devinat

Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke depuis 2005 (titulaire depuis 2013). Il enseigne le droit des biens, l'interprétation juridique, le droit comparé et la méthodologie de la recherche en droit. Depuis 2005, il est professeur invité au Summer

School of European Private Law, à la Fachbereich Privatrecht, Universität Salzburg (Autriche). Il a également été professeur Erasmus Mundus à la Faculté de droit de l'Université de Rouen (2009), Visiting Academic à la School of Law d'Edinburg University (2010), professeur invité aux facultés de droit de l'Université de Montpellier (2009-2013), de l'Université de Poitiers (2011) et de l'Université de La Rochelle (2013-2014) et est membre de l'Académie de Droit Privé Européen (Salzburg). Il s'implique dans plusieurs revues juridiques. Il est le directeur exécutif de la Revue d'arbitrage et de médiation/Journal of Arbitration and Mediation; il est membre du comité de direction de la revue Cahiers de droit, du comité de rédaction à titre de conseiller international de la revue International Journal of Semiotics of Law et du comité de rédaction de la Revue de droit de l'Université de Sherbrooke.

Résumé

Devant le flot constant de décisions judiciaires, les juristes ont dû se doter d'outils conceptuels et de théories leur permettant de les sélectionner et de les interpréter de manière à en saisir la portée. À côté de ce discours que l'on pourrait qualifier de « normatif » sur la jurisprudence, des innovations technologiques ont à la fois considérablement élargi la diffusion de cette source d'information sur le droit et influencé sa réception auprès de la doctrine, des praticiens et des juges. C'est en comparant les traditions de common law et de droit civil, telles qu'elles évoluent en droit canadien, que nous allons aborder ces différentes facettes de la jurisprudence et de l'inflation normative qui en résulte.

- 23 mars 2016 : « **Les normes énormes : l'inflation contractuelle** »

Mustapha Mekki

Professeur à l'Université Paris 13-Paris Sorbonne Cité. Il dirige actuellement l'IRDA, l'Institut de recherche pour un droit attractif. Il détient un doctorat de l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne. Il a réalisé une thèse sur l'intérêt général et le contrat sous la direction de Jacques Ghestin. Il est membre élu du Conseil national des universités. Ses thèmes de recherche se rapportent à la sociologie et à la théorie du droit, au droit civil (contrat, contrats spéciaux, droit immobilier, droit notarial, responsabilité, régime des obligations, biens, sûretés, régimes matrimoniaux...), au droit des affaires et au droit de l'environnement. Il est expert européen auprès de l'agence européenne des droits fondamentaux. Il a publié plusieurs ouvrages sous sa responsabilité scientifique : la féminisation des métiers de la justice ; l'influence normative des groupes d'intérêts ; le patrimoine au 21^{ème} siècle : regards croisés franco-japonais (co-responsabilité avec M. Grimaldi, N. Kanayama et N. Katayama ; la preuve : regards croisés); l'efficacité et le droit : regards franco-japonais (en japonais, co-responsable K. Yoshida) ; le préjudice : regards franco-japonais (en japonais et en français, co-responsable K. Yoshida). Il est l'auteur d'une centaine d'articles et plus d'un millier de notes et observations sous arrêts. Il est responsable d'une chronique de droit notarial au jurisclasseur notariat, d'une chronique de droit de la responsabilité à la Gazette du Palais, co-auteur d'une chronique de droit des contrats au Dalloz, Co-auteur d'une chronique de droit des contrats et de l'environnement dans la revue des contrats, co-auteur d'une chronique sur le droit privé et économique de l'environnement dans la revue juridique de l'environnement et rédacteur d'édito au site Dalloz actualité. Il dirige actuellement un rapport sur l'avenir du notariat et un autre sur « l'enseignement du droit » pour le Club des juristes.

Résumé

L'inflation contractuelle renvoie à plusieurs phénomènes : l'inflation verbale du contrat, l'enflure de son contenu, l'inflation des effets normatifs, la densification normative, l'intensité normative... Toutes ces manifestations traduisent une idée commune : le contrat se mêle de tout et probablement s'emmêle dans tout. Il semblerait paradoxalement que ce que le contrat a gagné en densité, il l'ait perdu en intensité. Cette inflation contractuelle à l'origine d'une indigestion normative. Cette inflation contractuelle, que des raisons multiples peuvent sinon justifier du moins expliquer (pluralisme juridique, globalisation, règne de l'incertitude dans les domaines de la santé publique et de l'environnement, idéologie dominante du marché, mutation de l'Etat, transformation de l'intérêt général, individualisme exacerbé...), semble en effet avoir entraîné avec elle une dilution normative du contrat amenant à s'interroger sur son avenir. Pour faire état de ce paradoxe contractuel, l'auteur a fait le choix d'une analyse en deux temps : l'inflation contractuelle se manifeste par une extension du champ normatif du contrat qui se traduit en retour par une forme de dilution normative du contrat.

Les Ateliers Interaxes

En 2016, Le cycle de conférences Interaxes a été jusqu'à l'été 2016 sous la responsabilité de Stéphane Rousseau et à partir de la session d'automne sous la responsabilité de la Catherine Régis. Cette seconde section du cycle de ces conférences est dédiée aux politiques en santé et en environnement durable.

- « Certification équitable, norme iso 26000 et droit »

Marie-Claude Desjardins

Professeure à la Faculté de droit de l'Université. Elle est membre du Barreau du Québec depuis 2004. Récipiendaire de nombreux prix pour sa thèse de doctorat. Elle s'intéresse principalement au droit national et international du développement durable, à la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, droit du travail.

Fleur Iaronze,

Maître de conférences en droit privé, spécialiste de droit social, membre de l'équipe de droit social de l'UMR 7354 DRES de l'université de Strasbourg. Ses domaines de compétence portent plus précisément sur les normes en droit du travail et en droit de la RSE les théories normatives et les questions de gouvernance.

Résumé :

La certification équitable et le droit étatique : quels rapports ?

Le droit étatique et la certification équitable jouent un rôle de complément et de soutien l'un à l'égard de l'autre. Sur certains aspects, la certification équitable sert le droit, alors que sur d'autres, elle en bénéficie. L'intervention d'éléments relevant d'autres ordres juridiques contribue à sécuriser et à bonifier le régime équitable. Certaines dispositions de la certification sont inédites par rapport au droit étatique. Elles ne se placent cependant pas en situation de concurrence mais de complémentarité dans des sphères où il est difficile pour les normes étatiques d'intervenir. La certification ne comporte pas que des normes inédites. Plusieurs dispositions reprennent textuellement des lois nationales ou conventions internationales, alors que d'autres les traduisent dans un langage plus accessible et adapté aux producteurs du Sud. Dans ces deux cas, elle réitère le droit en vigueur plutôt que de s'y opposer.

La norme iso 26000, point de rencontre entre les normes, les systèmes nationaux et les ordres juridiques

La norme ISO 26000 oriente et inspire le droit mais ne contraint aucunement les destinataires qui sont des organisations privées comme les entreprises, les associations mais aussi des organisations publiques, comme les collectivités locales, à l'exception des Etats. Pour autant, elle peut avoir une force d'influence à l'égard des organisations privées et publiques. L'approche pluraliste du droit souligne les potentialités juridiques de cette norme au carrefour des systèmes normatifs sécrétés par la communauté internationale, les Etats et les entreprises privées. Nous nous attacherons à décrire et à analyser ces points de rencontre entre les normes et les ordres juridiques, formalisés par cette fameuse norme ISO, originale tant par le processus d'élaboration qui a été suivi, que par la fonction de norme organisationnelle qui peut lui être reconnue.

- 2 mars 2016 : « **Gestion collective : l'après société radio-canada c. sodrac (2015 csc 57)** »

Adriane porcini, conférencière

Professeure adjointe la faculté de droit de l'université du Manitoba et candidate au doctorat sur la gestion collective des droits d'auteur à la faculté de droit de l'université de Montréal, sous la direction de Vincent Gautrais.

Olivier Charbonneau, répondant

Bibliothécaire titulaire et chercheur à l'université Concordia.

Résumé :

Dans le cadre des ateliers interaxes sur la législation, le regroupement droit, changements et gouvernance a été heureux de présenter la conférence s'intitulant

- 7 avril 2016 : « **Parodie + internet. Regards croisés France/Québec** »

Philippe Mouron

Philippe Mouron, docteur en droit, est maître de conférences à la Faculté de droit et science politique de l'Université d'Aix-Marseille, dont il est également Assesseur du doyen chargé de l'enseignement à distance et des nouvelles technologies. Il est chercheur au Laboratoire Interdisciplinaire de Droit des Médias et des Mutations Sociales de l'Université d'Aix-Marseille.

Florian Martin-Bariteau, répondant

Chargé de cours à la faculté de droit et au département d'informatique et de recherches opérationnelles de l'université de Montréal. Candidat au doctorat en droit, il est également coordonnateur de la chaire L.R. Wilson en droit des technologies de l'information et du commerce électronique et internet Policy global Fellow de l'ITS Rio.

Résumé

Les contenus générés par les utilisateurs sur Internet font l'objet d'une actualité riche et soulèvent un certain nombre de questions au regard des différents droits intellectuels. Le cas des usages à titre parodique ou satirique met en jeu les droits intellectuels face aux libertés fondamentales, dont notamment la liberté d'expression. Les conférenciers feront un état des lieux de la question en droit de l'Union européenne et en droit canadien. Il s'agira notamment de faire la lumière sur les possibles contours des nouvelles exceptions en droit canadien créées en 2012 par le projet de loi C-11 et qui n'ont toujours pas donné lieu à interprétation par les tribunaux.

- 7 décembre 2016 : « **Après iso 14 001, la certification « relations progressives autochtones » (RPA) pour les entreprises** »

Mélanie Allaire, conférencière.

Mélanie Allaire est avocate principale, environnement et affaires autochtones pour le CN, basée à Montréal. Depuis mai 2011, Mélanie y pratique le droit de l'environnement et le droit autochtone relativement aux questions touchant au droit des affaires, au transactionnel, au litige, au droit réglementaire et la gouvernance d'entreprise. En 2013, elle a participé avec d'autres leaders du CN à l'élaboration de la vision autochtone du CN. Elle est responsable depuis 2014 de l'équipe des relations autochtones avec laquelle elle s'affaire à implanter la stratégie derrière la vision autochtone du CN. Mélanie siège sur le comité interne du CN de dons et commandites révisant directement toutes les demandes liées à la diversité autochtone. Elle est aussi le mentor pour le programme d'étudiants autochtones.

Hugo Tremblay, répondant.

Hugo Tremblay est professeur adjoint de droit des ressources naturelles et de l'énergie à la faculté de droit de l'université de Montréal depuis novembre 2014. Il est chercheur régulier du CRDP et du RDCG depuis février 2015. Ses recherches portent sur le droit des ressources naturelles, de l'énergie et de l'environnement. Préalablement, il a pratiqué le litige en responsabilité professionnelle et en droit de l'assurance pendant quelques années. Il a aussi été administrateur et vice-président du centre québécois du droit de l'environnement, et a travaillé au conseil mondial de l'eau.

Résumé

Le CN (compagnie des chemins de fer nationaux du Canada) relie l'océan atlantique, pacifique et le golfe du Mexique. Se faisant, ses opérations passent à l'intérieur ou à proximité de presque 200 réserves liées à plus de 110 différentes nations au Canada. À cet égard, la certification RPA permet de d'identifier les aspects de sa stratégie autochtone CN sur lesquels elle doit s'améliorer. Mélanie Allaire vous présentera le cadre et le processus de cette certification qui est peu connue pour l'instant au Québec.

Les matinées constitutionnelles.

- 22 janvier 2016 : « **Nation mal interprétée et la généalogie du minzu en Chine** »

An He,

Doctorant en droit, Université de Montréal

Jean Leclair

Détenteur d'un baccalauréat en droit décerné par l'Université de Montréal en 1985, il travaille par la suite comme secrétaire juridique auprès de l'honorable Alice Desjardins, juge à la Cour d'appel fédérale du Canada. Récipiendaire de la Bourse Duff-Rinfret, il poursuit de études supérieures en droit (LL. M.) sous la gouverne du professeur André Morel. Il devient professeur de droit constitutionnel et d'histoire du droit à l'Université de Montréal en 1991. Il mettra sur pied, en 1999, un cours intitulé « Les peuples autochtones et le droit canadien ». Il est l'un des quatre lauréats de la Fondation Pierre Elliott Trudeau pour l'année 2013. Cet organisme de bienfaisance d'envergure nationale, indépendant et sans affiliation politique « reconnaît chaque année des lauréats qui s'illustrent dans le monde de la recherche et de la création par leurs réalisations, leur créativité et leur engagement dans les sciences humaines et sociales. »

Résumé

La notion de nation, comme d'autres concepts modernes, provient de l'importation de l'Occident en Chine par la traduction des langues occidentales, mais notamment de la langue japonaise. Sa version chinoise, à savoir minzu emprunte directement du Kanji minzoku en même caractère. Or, l'interprétation japonaise de la notion de nation a été aussi embarrassée par les deux connotations d'origine européenne: la connotation civique française et la connotation ethnique allemande. Il semble inévitable qu'une transmission conceptuelle d'un contexte socio-culturel à l'autre s'écarte de son sens original, notamment lorsque ce concept lui-même revêt une ambiguïté. Le minzoku dans un État uni-national s'est vu donc dissoner avec un empire multi-national. Le minzu, dès lors, oscille entre le porteur de la souveraineté et le groupe ethno-culturel réclamant éventuellement la souveraineté. En effet, cette ambiguïté agite et conditionne la politique identitaire dans la construction nationale. Avant 1949, elle permet aux élites chinoises de manipuler cette notion indéterminée selon les circonstances pour qu'elle s'adapte à leurs prétentions politiques à la recherche de la modernité chinoise. La stalinisation du concept après la prise du pouvoir des communistes a aggravé la perplexité sémantique. En somme, le mot minzu, dès son introduction en Chine, joue un rôle appréciable dans la construction, la transformation et la destruction de l'identité nationale.

- 22 février 2016 : « **Europe as a constitutional project** »

Sven Oliver Proksch

Professeur de politique européenne au Centre de Cologne pour la politique comparée de l'Université de Cologne. Mes intérêts de recherche incluent la représentation politique, les institutions politiques démocratiques, la politique de parti, les débats parlementaires, l'analyse de texte politique et la politique européenne. Mon site Web comprend des liens vers des publications, des données de réplcation, du matériel pédagogique et des logiciels.

Résumé (en anglais) :

Europe's resilience has been severely tested in recent years. The financial crisis in Greece and the influx of refugees and migrants from Middle East, Africa, and Asia in particular have presented enormous challenges to European institutions as member states struggle, and very often fail, to reach a workable consensus respecting appropriate and effective responses. Serious doubts have arisen regarding the viability of both the Euro and the Schengen zone, and further questions are raised about the viability of the European project for an ever closer union in the face of threats to these and other cornerstones of the project.

- 16 mars 2016 : « **The Impact of Globalisation on Multinational Federations** »

Nicolas Levrat

Professeur ordinaire à la Faculté de droit de l'Université de Genève depuis 2001.

Directeur de l'Institut européen (IEUG, 2007-2013).

Directeur du Global Studies Institute (GSI, 2013-2015).

Membre associé du Centre de droit international et du Centre de droit public de l'ULB, co-fondateur du *Réseau d'étude des normes transfrontalières et inter-territoriales* (RENTI), membre du Conseil académique de l'École doctorale erasmus mundos Globalisation Europe and Multilateralism (GEM), co-directeur de l'École doctorale suisse sur les fondements du droit européen et international, membre du Comité de rédaction de la *Revue belge de droit international*, membre du Comité de direction de la *Revue EU-Topias*, membre du Comité directeur du Centre européen de la Culture et Vice-président des Rencontres internationales de Genève.

- 16 novembre 2016 : « **Brexit, Union Européenne et droits linguistiques** »

Stéphanie Chouinard

Stagiaire postdoctorale à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Ses recherches portent sur le rapport entre droit et politique, sur les droits des minorités, et plus particulièrement sur les droits linguistiques et les droits autochtones. Sa thèse doctorale, soutenue à l'École d'études politiques, Université d'Ottawa, en novembre 2015, portait sur l'évolution du droit linguistique canadien par l'entremise de la jurisprudence de la Cour suprême au regard d'une norme d'autonomie pour les francophones hors Québec. Elle est récipiendaire d'une bourse postdoctorale du CRSH, d'une bourse doctorale Vanier du CRSH, ainsi que d'une bourse de la Fondation Baxter et Alma Ricard.

Résumé :

L'ampleur des conséquences de la victoire du Brexit, en juin dernier, restent encore à être connues. Cette conférence cherchera à mettre en lumière les significations d'une sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne pour la protection et la pérennité des langues minoritaires britanniques, ainsi que pour l'avenir du régime linguistique européen.

- 25 novembre 2016 : « **Vers un esprit sain en partages des compétences ? Normativity in Health and Criminal Jurisdictions in Canada** »

Alana Klein

Professeure adjointe Alana Klein enseigne et étudie le droit de la santé, le droit pénal et les droits de la personne. Ses intérêts de recherche se centrent principalement sur les groupes et les individus marginalisés qui se retrouvent dans des systèmes décentralisés et privatisés, et sur le rôle que jouent les exigences en matière de reddition des comptes sur la gouvernance et la prise de décision.

Avant de rejoindre la Faculté de droit de McGill, elle était analyste principale des politiques auprès du Réseau juridique canadien VIH/sida, où elle s'intéressait au HIV/sida dans le contexte de l'immigration, aux entraves jetées devant les programmes de réduction des préjudices pour les toxicomanes et les réformes juridiques du droit pour promouvoir les droits des femmes et des filles dans le contexte du HIV/sida en Afrique subsaharienne.

Droit sur l'art

- 24 mai 2016 : « **Droit sur l'art – La famille, les esclaves** »

Christian R. Raschle,

Professeur d'histoire romaine au Département d'histoire et au Centre d'études classiques de l'Université de Montréal depuis 2006. Spécialiste de l'administration impériale, il enseigne l'histoire politique, sociale et économique des Romains des origines mythiques de la ville au VIII^e siècle av. J.-C. jusqu'au VII^e siècle apr. J.-C., ainsi que les sciences dites auxiliaires comme l'épigraphie, la numismatique, la papyrologie et les littératures anciennes. Ses recherches et contributions savantes sont parues en quatre langues et sur trois continents. Dans le cadre de l'exposition sur Pompéi, il a dispensé les formations (en français et en anglais) pour les guides bénévoles du Musée des Beaux-Arts de Montréal sur l'histoire de la découverte, des fouilles et de la réception de Pompéi dans la culture savante et populaire entre le XVIII^e et le XXI^e siècle.

Michel Morin

Professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Il détient un baccalauréat en droit de cette université ainsi qu'une maîtrise en économie de l'Université du Québec à Montréal; il est membre du Barreau du Québec depuis le 17 novembre 1983. De 1986 à 2003, il a été professeur à la Section de droit civil de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa. Ses activités d'enseignement et de recherche portent sur l'histoire comparative du droit public ou du droit privé, l'évolution des droits des peuples autochtones et le droit comparé. En 1998, la Fédération canadienne des sciences humaines et sociales lui a décerné le prix Jean-Charles Falardeau pour son ouvrage *l'Usurpation de la souveraineté autochtone* (Montréal, Boréal). En 2004, il a publié une *Introduction historique au droit romain, au droit français et au*

droit anglais (Montréal, Éditions Thémis). En 2012, il a dirigé et coécrit, avec Arnaud Decroix et David Gilles, *Les tribunaux et l'arbitrage en Nouvelle-France et au Québec de 1740 à 1784* (Montréal, Éditions Thémis), auquel a été attribué le Prix Rodolphe-Fournier 2013 (ex aequo) par la Fédération des sociétés d'histoire du Québec et la Chambre des notaires du Québec.

Résumé :

Mon banquier est un esclave ... faire de vraies affaires dans le monde de Pompéi

En juillet 1875 les archéologues de Pompéi fouillent une magnifique maison au centre-ville (Regio V, 1, 26) et y trouvent 153 tablettes de cire, qui nous renseignent sur l'activité de leur propriétaire, un banquier (*argentarius*) nommé Lucius Caecilius Jucundus décédé lors du séisme en 62 ou pendant l'éruption du Vésuve en 79. Comme son père, qui a été esclave et puis un affranchi d'une des plus nobles familles de la ville Rome, il devient expert pour toutes sortes de transactions financières. Suite à la conférence de Michel Morin, nous allons explorer l'archive privée de Jucundus et d'autres tablettes provenant de Murecine, dans la banlieue de Pompéi, afin d'explorer comment esclaves, affranchis et hommes libres interagissaient dans un réseau financier complexe qui a peu en commun avec l'image qu'on se fait habituellement de l'esclavage des temps modernes et de la mobilité sociale.

Entre théorie et réalité : le pouvoir absolu du paterfamilias sur sa famille et ses esclaves

La ville romaine de Pompéi reflète bien l'organisation sociale et familiale du Ier siècle de notre ère. Juridiquement, seul l'ascendant paternel le plus ancien (le *paterfamilias*) détient des droits – sauf, évidemment, si aucun n'a survécu, auquel cas le descendant a ses propres droits. Traditionnellement, le *paterfamilias* détient un droit de vie et de mort sur sa progéniture légitime et son épouse est considérée comme une de ses filles. La réalité du Ier siècle est tout autre. Les épouses demeurent soumises à l'autorité de leur *paterfamilias* plutôt qu'à celle du *paterfamilias* de la famille de leur mari ; les enfants peuvent être émancipés ou détenir un pécule qui leur permet de conclure un contrat. Si les esclaves ne sont guère différents des animaux, ils peuvent être affranchis, ce qui confère une entière liberté à leurs descendants légitimes. Ils peuvent également détenir un pécule.

- 11 octobre 2016 : « **Droit sur l'art - culture et diversité** »

Samuel Gaudreau-Lalande

Étudiant au doctorat en histoire de l'art et chargé de cours à l'Université Concordia. Spécialiste de l'histoire de la photographie, il étudie, dans le cadre de sa thèse, les usages de la photographie dans la communication publique de l'État québécois avant la Révolution tranquille. Ses articles et conférences concernent l'histoire de la photographie et l'articulation de la photographie, du territoire et de la propagande.

La culture visuelle de Robert Mapplethorpe

Robert Mapplethorpe est l'un des premiers photographes à avoir été reconnu pleinement comme artiste. Actif dans les années 1970 et 1980, son œuvre contribua directement à faire de la photographie un médium important de l'art contemporain, à l'égal de la peinture ou de la sculpture. Comment expliquer le succès critique de ses photographies, au-delà des scandales qu'elles ont suscités? Cette conférence propose que c'est la postmodernité du travail de Mapplethorpe qui lui vaut une place de choix dans l'histoire de l'art de la fin du vingtième siècle. À travers une étude des différentes périodes de production de l'artiste, cette conférence montre comment cette postmodernité est visible dans les nombreuses références à l'histoire de la photographie qui sont condensées dans l'oeuvre de Mapplethorpe.

Sergio Branco

Director of the Institute for Technology and Society of Rio de Janeiro - ITS-Rio. PhD and Master in Civil Law at the University of the State of Rio de Janeiro, Brazil. Author of books “Copyright Law at the Internet and the Use of Other People’s Works”, “The Public Domain in Brazilian Copyright Law” and “What is Creative Commons – New Copyright Models in a More Creative World”. Majored in Intellectual Property (Catholic University at Rio de Janeiro) and in Cinema (FGV).

Although the freedom of expression is a right in several countries, many were the times Law tried to regulate art and artistic expression. Accusations of obscenity, heresy and defamation, among others, are frequently used to censor works of art. In this lecture, we are discussing some relevant and recent cases regarding law and censorship.

Cycle de midi conférence des jeunes chercheurs « Le droit au menu »

- 12 janvier 2016 : « Sur les traces du principe de proportionnalité »

Antoine Guilmain

Antoine Guilmain est candidat au LL.D. en cotutelle à l'Université de Montréal et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sous la direction des professeurs Karim Benyekhlef et Emmanuel Jeuland. Antoine s'intéresse particulièrement au droit des technologies de l'information (procédure technologique, preuve électronique, vie privée, sécurité de l'information, propriété intellectuelle, etc.) et à l'arbitrage commercial international, domaines dans lesquels il a eu l'occasion de publier à plusieurs reprises.

- 1 mars 2016 : « Nouvelles approches de réparation des victimes devant la Cour pénale internationale »

Félix Pierre Kandolo

Pierre Félix Kandolo On'ufuku wa Kandolo est candidat au doctorat (LL.D.) sous la direction du professeur émérite Jacques Frémont. Ses recherches portent sur les droits de l'homme, avec un intérêt particulier sur les réparations des préjudices subis par les victimes de violation de ces droits (sujet de sa thèse). En se fondant sur la théorie constructiviste, il essaie d'expliquer et propose des mécanismes spécifiques pouvant faciliter l'accès à la justice de nombreuses victimes de violation

des droits de l'homme subies tant en temps de paix qu'en temps de guerre et demeurées sans réparation. Ses propositions se fondent sur le cas en République démocratique du Congo, en prenant comme modèle le système canadien de protection des droits de l'homme et de réparation des préjudices.

Pierre Félix KANDOLO ON'UFUKU WA KANDOLO a été assistant d'enseignement à la Faculté de droit de l'Université de Likasi (R.D. Congo), après une longue carrière d'Avocat, de Conseil inscrit auprès de la Cour pénale internationale.

- 6 avril 2016 : « Clause, RSE et conformité : La couverture ne fait pas le livre »

Khadija Ben Matoug

Khadija Ben Matoug est candidate au doctorat en droit (LL.D.) à l'Université de Montréal sous la direction de Jean-François Gaudreault-Des Bien.

Ses recherches portent sur les instruments du soft law et l'interaction des normativités dans le contexte de la gouvernance globale. Elle s'intéresse en particulier à la « compliance » des entreprises transnationales dans le cadre de la « Corporate social responsibility ». Elle s'intéresse aussi à la co-production normative et son rôle dans l'émergence d'un droit global, à la standardisation des droits de l'homme, aux normes privés et au constitutionnalisme sociétal.

Enseignante titulaire (assistante en droit privé) à la faculté de droit et des sciences politiques de Tunis, elle a enseigné le droit des contrats aux étudiants des 1^{ères} année et les travaux dirigés en droit des obligations (théorie général du contrat et de la responsabilité civile) pour les étudiants de la 2^{ème} année droit.

Elle est titulaire d'un DEA en droit privé(LL.M) avec mention très bien et d'une maîtrise en droit judiciaire (LL.B) de la faculté de droit et des sciences politiques de Tunis. Elle est membre du barreau de Tunis.

- 4 mai 2016 : « La régulation du comportement des parlementaires : diversité, complexité et paradoxes »

Andrée-Anne Bolduc

Andrée-Anne Bolduc poursuit actuellement ses travaux de recherche sous la direction du professeur Jean-François Gaudreault-Desbiens. Ses intérêts de recherche portent sur le droit parlementaire, le droit politique, les droits et libertés et le droit constitutionnel comparé. Son projet de thèse porte plus spécifiquement sur les systèmes de régulation encadrant le comportement des hommes politiques, leurs interactions normatives et leur processus d'internalisation en milieu parlementaire.

Elle est également assistante de recherche dans le cadre du Projet G3 « Politiques publiques, fédéralisme coopératif et gouvernance multi-niveaux » et étudiante-chercheuse à la Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires.

- 4 octobre 2016 : « Qualification juridique des actifs numériques : une ébauche de réflexion dans une perspective positiviste et comparatiste »

Sevgi Kelci

Sevgi Kelci est candidate au doctorat en droit (LL.D.) en cotutelle de thèse sous la supervision du professeur Pierre Trudel (Université de Montréal) et du professeur Jean-Christophe Galloux

(Université Panthéon-Assas). Son projet doctoral vise l'étude du régime de transmission à cause de mort des actifs numériques en vertu du droit québécois : dans une perspective de droit comparé. Elle s'intéresse principalement à l'évolution du droit des successions, du droit des contrats et du droit des biens dans un contexte numérique. Ses recherches portent également sur les technologies de l'information, plus spécifiquement sur les droits fondamentaux de l'information, la protection de la vie privée et le droit de la responsabilité civile dans l'environnement Internet.

Sevgi Kelci pratique à titre de notaire en droit immobilier résidentiel, commercial et en droit des successions nationales/internationales. Elle est co-rédactrice en chef des Chantiers de la recherche en droit, la revue doctorale de la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Elle dispense le cours de Planification et liquidation successorales dans le cadre de la réforme du programme de maîtrise en droit notarial à l'université d'Ottawa depuis 2015.

- 1 novembre 2016 : « Science & Technologie : l'embrasement des paradigmes juridiques »

Patrick Ibrahim Congo

Ibrahim Patrick CONGO est depuis l'automne 2013 candidat au doctorat en droit (LL.D.) à l'Université de Montréal sous la supervision du Pr. Vincent Gautrais.

Ses recherches portent sur la gouvernance des technologies de l'information et de la communication dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à l'heure de la convergence. Il s'interroge sur l'adéquation de la réglementation et de la régulation en matière de communications électroniques dans l'espace UEMOA avec l'état de l'art des technologies de l'information et des communications. En effet, chacun des réseaux, (de télécommunication, de transmission de données entre terminaux informatiques et de diffusion de services audiovisuels) permettant autrefois la transmission d'un service spécifique, peut de nos jours servir de canal de diffusion de tous les autres services : c'est la convergence dans l'univers des technologies de l'information et de la communication. Ce qui suscite naturellement des questions en matière de réglementation et de stratégie de régulation dans un environnement numérique convergent.

Victor Geneves

Victor effectue une thèse relative aux utilisations judiciaires de l'imagerie cérébrale. Il est en cotutelle entre la Faculté de Droit de l'UdeM (direction par Pierre Trudel) et l'École Normale Supérieure de Cachan-Paris Saclay (direction par Stéphanie Lacour). Il détient une formation de civiliste obtenue à l'Université Paris II Panthéon-Assas, ainsi qu'une spécialisation de master en propriété industrielle sur le droit des brevets et des obtentions végétales, il commence son doctorat sans rupture scolaire sur l'obtention d'une bourse de l'Ifris (Ile-de-France) au titre d'une thèse portant sur un domaine d'intérêt majeur (DIM IS²IT).

Il s'intéresse de façon critique et pluraliste aux normativités dévolues à l'entrée de l'imagerie cérébrale dans les prétoires français et canadiens. En France, la loi bioéthique 2011 a inséré un article au sein du Code civil relatif à l'imagerie et ses utilisations à titre d'expertise judiciaire, la thèse porte en outre à la construction de cette disposition et ses effets positifs. Le droit canadien applicable à l'admissibilité d'une expertise découle de la jurisprudence Mohan et de ses suites, l'écrit doctoral étudie la réactivité de ce droit aux témoignages fondés sur des technologies émergentes telles que l'imagerie cérébrale (comprise en son application judiciaire).

Partant des critiques de ces deux systèmes normatifs, la thèse analyse le potentiel théorique de la normalisation technique des utilisations judiciaires de l'imagerie cérébrale en tant que technologie émergente. La thèse porte ainsi sur la délimitation des controverses technoscientifiques dans l'enceinte judiciaire pour permettre leur visibilité et lecture au stade de l'admissibilité de l'expertise

grâce à des processus d'internormativité.

Cristiano Therrien

Cristiano Therrien est candidat au doctorat en droit (LL.D.) à l'Université de Montréal et boursier du programme Science sans Frontières / CAPES du gouvernement brésilien.

Dirigée par Pierre Trudel, sa thèse est relative à l'utilisation des données ouvertes et personnelles dans les applications de Big Data pour des villes intelligentes. Ses recherches portent sur l'accès aux données publiques, la protection des renseignements personnels et le droit des technologies de l'information.

Cristiano Therrien a de l'expérience en tant que professeur de droit, avocat (Ordre des Avocats du Brésil) et gestionnaire exécutif dans des institutions publiques et privées.

Résumé

Les développements, proliférations et évolutions technoscientifiques engendrent de multiples soubresauts paradigmatiques qui rendent leurs appréhensions disciplinaires fastidieuses et encadrements juridiques flous. Un Monde peint d'une telle incertitude peut néanmoins être réévalué sous des angles théoriques sortant des sentiers battus de notre discipline, aux premiers rangs desquels s'élève la théorie réseautique ou encore le pluralisme normatif et ses phénomènes d'internormativité.

- 6 décembre 2016 : « Is Safe Food Good Food? Reconciling science and ethics with a virtuous approach to food law and policy »

Sarah Berger Richardson

Sarah Berger Richardson est candidate au doctorat à la Faculté de droit de l'Université McGill. Sa recherche porte sur la relation entre la science et l'éthique dans la régulation de la salubrité des aliments. Sarah est membre du Barreau du Haut-Canada et a obtenu un LL.M de l'Université de Tel Aviv où elle a été chercheuse au Manna Centre in Food Safety and Security. Auparavant, elle a été auxiliaire à la Cour suprême d'Israël et à la Commission de révision agricole du Canada.

Résumé

Au cours des récentes années, de nouveaux règlements sur la salubrité des aliments ont été adoptés pour renforcer la confiance des consommateurs envers la sécurité de l'approvisionnement alimentaire canadien. Ces règlements s'appuient sur des connaissances scientifiques et des expertises afin de justifier un régime de gouvernance technocratique qui obscurcit les débats éthiques sur ce qui constitue une bonne alimentation. Le droit et la politique alimentaire ne peuvent pas toutefois être neutres en termes de valeurs. Les déterminations du risque acceptable impliquent nécessairement des jugements de valeur. Le droit et la politique alimentaire sont donc caractérisés par des conflits entre des biens rivaux. L'éthique de la vertu peut nous guider à travers cette confrontation d'une manière que la gouvernance technocratique ne le peut pas.

Liste des conférences

Karim BENYEKHFLEF

Conférences

« 1ère Conférence Cyberjustice Europe », Palais de l'Europe, Strasbourg, 4 décembre 2016

« Online Dispute Resolution for Strata Disputes », Workshop on the Condominium Authority Tribunal- Toronto, Ministry of Government and Consumer Services, 22-23 novembre 2016

« Indépendance et nouvelles technologies », Table-ronde plénière organisée dans le cadre du colloque annuel du Conseil de la magistrature « Le salon du juge branché », Montréal, 4 novembre 2016

« Le droit positif peut-il survivre à la globalisation ? », dans le cadre du séminaire annuel sur le droit global, Réseau d'excellence du G-3 pour l'étude du droit global, Global Studies Institute, Faculté de droit, Université de Genève, 13-14 octobre 2016

« Comment la technologie peut-elle contribuer à une modernisation efficace de la justice ? » dans le cadre de la conférence « Justice civile et économie : une question de valeur » organisée par l'Institut canadien de l'administration de la justice, 5-7 octobre 2016, Ottawa, Château-Laurier, Ottawa, 8 octobre 2016

« Les développements récents de l'intelligence artificielle : droit et justice », Mot d'ouverture de la conférence organisée par le réseau « Vers une cyberjustice », Montréal, Laboratoire de cyberjustice, 27 octobre 2016

« Comment la technologie peut-elle contribuer à une modernisation efficace de la justice ? » dans le cadre de la conférence « justice civile et économie : une question de valeur », Institut Canadien de l'administration de la justice, 5-7 octobre 2016, Ottawa, Château-Laurier, Ottawa, 8 octobre 2016

« Le futur du règlement en ligne des conflits : quelques propos prospectifs », dans le cadre de la conférence « Consumers, Dispute Resolution and Online Dispute Resolution (ODR) », Faculté de droit, Université de Barcelone, Barcelone, 13 et 14 juin 2016

« Global Law and Cyberjustice », conférence donnée à la Faculté de droit de l'Université de Milan-Bicocca, Milan, 25 mai 2016

« Un défi à la démocratie : le jeu du droit global », séminaire à l'intention des doctorants de la Faculté de droit de l'Université Federico 2 de Naples, Naples, 19 mai 2016

Mot d'ouverture au séminaire des chercheurs de la relève, CRDP et Faculté de droit, Université de Montréal, 6 mai 2016

« Les technologies dans l'appareil judiciaire au Québec et au Canada », dans le cadre de la conférence « Les technologies à l'heure du nouveau code de procédure civile », organisée par le Barreau de Québec, Université Laval, Québec, 21 avril 2016

« Épistémologie ou théologie politique » dans le cadre du colloque « Le juriste idéal. Qui est-il? Comment le forme-t-on? », CRDP, Faculté de droit, Université de Montréal, 18 mars 2016

« Online dispute resolution: the experience of the Cyberjustice laboratory », Centro de Investigación y Docencia Económicas (CIDE), México, 25 février 2016

Organisation

Dans le cadre de la Chaire Lexum et du Laboratoire de Cyberjustice

« La cyberjustice : Quand le numérique transforme les pratiques du droit », HEC Paris (France), 8 décembre 2016

“Conférence Cyberjustice Europe 2016”, Palais de l'Europe, Conseil de l'Europe, Strasbourg (France), 5 décembre 2016

“Freedom of Expression and Internet in Brazil – from Law Regulation to Blocking Content”, Laboratoire de cyberjustice, Faculté de droit, Université de Montréal, 9 novembre 2016

« Entre l'arbre et l'écorce : les processus d'appropriation de logiciels libres », Faculté de droit, Université de Montréal, 7 novembre 2016

« Rencontre annuelle GTRC : Les développements récents de l'intelligence artificielle : droit et justice », Laboratoire de cyberjustice, Faculté de droit, Université de Montréal 27 et 28 octobre 2016

« Cérémonie du Prix Justice imaginative 2016 », Musée des Beaux-Arts, Montréal, 20 octobre 2016

« Le droit en évolution : l'intelligence artificielle ou les nouveaux outils statistiques d'aide à la décision juridique » Faculté de droit, Université de Montréal, 5 octobre 2016

« Communs numériques : liberté et partage dans le cyberspace », Laboratoire de cyberjustice, Faculté de droit, Université de Montréal, 19 septembre 2016

« Consumers, Dispute Resolution and Online Dispute Resolution (ODR), Degree Hall, Faculty of Law, University of Barcelona », 13 juin 2016 et 14 juin 2016

« École d'été 2016 du Laboratoire de cyberjustice », Laboratoire de cyberjustice, Faculté de droit, Université de Montréal, 13 juin 2016 au 18 juin 2016

« Les sciences sociales affectées par le Big Data », Laboratoire de cyberjustice, Faculté de droit, Université de Montréal, 5 mai 2016

« Du cyber activiste au cyber combattant : Nouveaux champs de batailles, nouveaux modes de combat », Faculté de droit, Université de Montréal, 23 mars 2016

« Le nouveau code de procédure civile vers une cyberjustice – Penser, présenter, propulser la réforme », Laboratoire de cyberjustice, Faculté de droit, Université de Montréal, 15 février 2016

« Une histoire du principe de proportionnalité en procédure civile », Faculté de droit, Université de Montréal, 28 janvier 2016

Organisation et mot d'ouverture « Rencontres Justice & Technologies » 27 mai 2016, Laboratoire de cyberjustice, Université de Montréal (représentants du secteur public, Ministère de la Justice du Québec, Service administratif des tribunaux judiciaires (fédéral), TAQ etc. et de quinze représentants du secteur privé dans les technologies judiciaires)

Organisation et mot d'ouverture de la conférence de M. Dominique Boullier, « Les sciences sociales affectées par le big data », organisée par la Chaire LexUM en information juridique, Laboratoire de cyberjustice, 5 mai 2016
FJ_BENYEKHFLEF_BENKA0203.pdf 9

Membre de comité et présidence

Membre du comité scientifique de la conférence « Consumers, Dispute Resolution and Online Dispute Resolution (ODR) », Faculté de droit, Université de Barcelone, Barcelone, 13 et 14 juin 2016

Président de séance, « Transitions démocratiques : conversations avec des chefs d'État » avec Sergio Bitar et Yves Leterme, Montréal, Cérium, Université de Montréal, 30 mars 2016

« Séminaire des chercheurs de la relève », Mot d'ouverture au Séminaire des chercheurs de la relève, CRDP et Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, 6 mai 2016

Jean-François GAUDREAU DESBIENS

Conférences

« Myths and Allegories About the Legal Framework of Secession: Quebec and Beyond », Universidad Carlos III, Madrid, 9 juin 2016.

« Accommodating Quebec Within Canada: Between Recognition and Secessionism », Universidad de Granada, Grenade, 11 juillet 2016.

« Du droit à l'autodétermination externe au droit de décider : glissements sémantiques et juridiques dans le discours des mouvements sécessionnistes québécois et catalans », Universidad de Sevilla, 14 juillet 2016.

Vincent GAUTRAIS

Conférences

« Enjeux juridiques de la santé mobile », UQAM, 22 novembre 2016

« Preuve civile vs preuve criminelle » conférence donnée avec BLANCHETTE François Les 4 saisons de la preuve civile, Conseil de la Magistrature, 4 novembre 2016

« Données massives + droit », Big Data 2016, Université Laval, Québec, 31 octobre 2016

« Droit(s) et Street Art – De la transgression à l'artification », Street Art: présentation du droit nord-américain, BNF, Paris, 14 octobre 2016

« Preuve technologique », Conseil de la Magistrature du Québec, Bécancour, 12 octobre 2016

« Normes et révolution technologique », Normes et révolution technologique, ENS Cachan (Paris) 6 octobre 2016

« Vie privée : traitement global et distinctions locales », ENS Cachan, 30 septembre 2016

« Droit des bibliothèques à l'heure du numérique », ENS Cachan, 21 septembre 2016

« Droit ouvert pour données ouvertes », Le Libre au quotidien, Plaza Montréal, Salon du logiciel libre du Québec, 20 septembre 2016.

École d'été en droit de la consommation, UQAM, Montréal, 05 juillet 2016

« Preuve technologique », École d'été sur la cyberjustice, Université de Montréal, Montréal, 14 juin 2016

« Mondialisation et Internet », Journées internationales Capitant, Berlin (Allemagne) 26 mai 2016

« Réguler les technologies au 21^{ème} siècle », Innovation publique à l'ère du numérique, ENAP (Montréal), 11 mai 2016

« Normativité individuelle et objets connectés », Fondation Franco/japonaise, Kyoto (Japon) 01 avril 2016
FJ_GAUTRAIS_GAUVIO201.pdf 5

« Responsabilité et devoir de vigilance », Conférence CRDP / IRDA, Université de Montréal, 24 mars 2016

« Enseigner au juriste idéal : place des technologies », RDCG/CRDP, Université de Montréal, 18 mars 2016

Présidence

BENGIO Yoshua, LECUN Yann et PINEAU Joëlle «La révolution de l'intelligence artificielle», Conférence de la montagne, Université de Montréal, Montréal, 30 septembre 2016

GAUTRAIS Vincent, CASTETS-RENARD Céline, REIDENBERG Joel, « Vie privée: Europe vs Amérique », Université de Montréal, Montréal, 18 mai 2016

« Le nouveau Code de procédure civile vers une cyberjustice : penser, présenter, propulser la réforme », Laboratoire de cyberjustice, 15 février 2016

Tables ronde

« Droit des bibliothèques à l'heure du numérique », ENS Cachan - 30 septembre 2016

Organisation

Dans le cadre des activités de la Chaire Wilson

« Vie privée: Europe vs Amérique », Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, 18 mai 2016

« Vers la consécration d'un devoir de vigilance : mythe ou réalité ? » Faculté de droit Université de Montréal, Montréal, 24 mars 2016

« Le juriste idéal... Qui est-il? Comment le forme-t-on? », Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, 18 mars 2016

« Droit + Tech -En 2 mots / In 2 Words : cyberhealth / cybersurveillance », Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, 15 mars 2016

« Gestion collective : L'après Société Radio-Canada c. SODRAC », Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, 18 février 2016

Ysolde GENDREAU

« L'influence d'Internet sur la protection par le droit d'auteur » CRIDES, Université catholique de Louvain : *L'influence d'Internet sur la protection des droits intellectuels* Répondante, 15 avril 2016, Louvain-la-Neuve

« Propriété intellectuelle et concurrence déloyale : des liaisons dangereuses? » Rapport de synthèse, G3, Bruxelles, 14 avril 2016

« Fostering the Cultural Industries through International and Domestic Law and Policy – Focus on Copyright and the Digital Environment » Panéliste, Ottawa, CIGI Positioning Canada to be a Leader in the Global IP System, 19 janvier 2016

Violaine LEMAY

Conférences

« Attentes des acteurs de la société savante : interdisciplinarité et liberté académique éclairée » (table ronde avec Colleen Sheppard, David Koussens, Ghislain Otis, Dalia Gesualdi-Fecteau et Cristine Vézina), *Congrès général de l'Association des professeurs de droit*, St-Paulin, 23 avril 2016.

« L'interdisciplinarité en droit », colloque *Modèles d'organisation de premier cycle et interdisciplinarité*, Université de Montréal, 8 avril 2016.

« Le juriste idéal à l'aune d'un droit libéré de l'impérialisme des sciences humaines », colloque *Le juriste idéal : Qui est il ? Comment le former ?*, Université de Montréal, 18 mars, 2016.

Organisation

« Le juriste idéal à l'aune d'un droit libéré de l'impérialisme des sciences humaines », colloque *Le juriste idéal : Qui est il ? Comment le former ?*, Université de Montréal, 18 mars, 2016.

Nanette NEUWHAL

Conférences

“*Opinion 2/13 and the Impact of the Shifting Relationship between the ECHR and EU Law on Migrants*”, CARFMS Annual Conference, Winnipeg 12 May 2016.

“*Shifts in European Judicial Protection and the Impact on Investment Protection*”, ECSA-C Biennial conference, Halifax, 10 May 2016.

Intervenante dans le cours, Politique extérieure de France et diplomatie d'influence" (10 heures sur la dimension européenne), Sciences-Po Aix-Marseille, 17-18 février 2016.

Organisation

Co-organisatrice, École international d'été sur le thème : Droit et commerce bilatéral: Amérique du Nord- Europe Université de Montréal, 30 May-3 June 2016. Cf. <http://droit.umontreal.ca/faculte/communications/nouvelles/nouvelle/article/un-franc-succes-pourlecole-internationale-dete-droit-et-commerce-bilateral/>

Animatrice du conférence-débat sur le bilatéralisme commercial Canada-Europe et regards croisés sur le Partenariat Transpacifique (PTP), International Summer school on Law and Bilateral Trade : North America-Europe, Université de Montréal, 30 May 2016

Présidence

Chairperson, Panel on 'Exploring Current Issues of Sanctuary, Resettlement and Citizenship in Canada, CARFMS Annual Conference, Winnipeg 13 May 2016.

Pierre NOREAU

Conférences

Conférence de clôture, du XX^e Congrès de l'Association internationale de sociologie et d'anthropologie de langue française, Montréal, UQAM, 8 juillet 2016

Droit, immigration et santé : défis sur la scène canadienne dans le cadre de l'École d'été organisées par la Faculté de sciences infirmière sur le thème Approches et regards croisés sur l'immigration et la globalisation : les enjeux dans le domaine de la santé, Montréal, Université de Montréal, 7 juillet 2016

L'avenir des sciences sociales : contexte nord américain, présentation faite lors du séminaire du comité d'orientation de l'Alliance ATHENA, Paris, 16 juin 2016

La fabrique à juristes : Que se passe-t-il (et que devrait-il se passer) entre la première et la dernière année dans les facultés nord-américaines ? dans le cadre du colloque : Les transformations du droit et du savoir juridique: quelles conséquences pour la formation juridique ?, Paris, Institut d'études avancées, 13 juin 2016

De la Charte à la culture des droits : les diverses figures de la diversité, allocution d'ouverture de la Journée d'étude du Groupe d'étude sur les droits et libertés (GEDEL) de l'Université Laval organisée sur le thème : Les 40 ans de la Charte des droits, bilan et perspectives d'avenir, Québec, Université Laval, Pavillon La Laurentienne, 10 juin 2016

Règles déontologiques en matière parlementaire et contrôle des médias par les élus, dans le cadre de la table-ronde organisée sur le thème : Pierre-Karl Péladeau, les médias Québécois et l'Assemblée nationale: données, enjeux, analyses, dans le cadre du Congrès 2016 de la Société québécoise de science politique, Québec, U.Laval, 19 mai 2016

Commentaire sur l'ouvrage Jacques Commaille, À quoi nous sert le droit ?, Paris, Editions Gallimard, coll. « Folio essais », 2015, 522 page dans le cadre du Séminaire du Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les inégalités, Montréal, UQAM, CREMIS, 21 avril 2016

Normes et rapports à la normativité : les fondements sociologiques de quelques propositions faites à la Commission Charbonneau dans le cadre de la Table Ronde Forces et faiblesse des recommandations de la Commission Charbonneau sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, Montréal, UdeM, Salon Guy Chevette, 23 février 2016

Rapport à la diversité au Québec : Une mesure en temps réel, dans le cadre du colloque Dérives sécuritaires et profilage organisé par l'Observatoire sur les profilages, UQAM, Coeur des sciences, 19 février 2016

Lisibilité et inégalité d'accès au droit : Une mesure illustrée... dans le cadre du Colloque L'expertise en communication au service de la justice, Sorbonne, 4 février 2016

Catherine PICHÉ

Conférences

« Justice approximative, recouvrement collectif et financement des actions collectives : le législateur québécois va-t-il trop loin? », 4e Académie de l'IDEP: "De l'inaction aux actions de groupe: nouveaux enjeux", Maison du Barreau, Paris, 27 janvier 2017

« Measuring the Value of Class Actions », Fifty Years of Class Actions — A Global Perspective, Tel-Aviv University, The Cegla Center for Interdisciplinary Research of the Law, Tel-Aviv, Israel, 4-5 janvier 2017

« Commentaire sur le dossier d'action collective Copibec », Conférence organisée par ALAI Canada, Montréal, 13 octobre 2016

« Measuring the Value of Class Actions », Congrès annuel de l'Institut canadien d'administration de la justice, Thème : Justice civile et économie, Ottawa, 6 octobre 2016

« Ethical Dilemmas & Class Actions Claims Distribution Practices », International legal Ethics Conference, New York City, Fordham Law School, July 16, 2016

« Les méthodes interdisciplinaires et empiriques en droit », Grenoble, France,

Faculté de droit, 23 mars 2016

« La Class Action dans une vision comparative », Grenoble, France, Faculté de droit, 21 mars 2016

« Un juge extraordinaire » (rôle, pouvoirs et sanctions du juge québécois sous le Nouveau Code de procédure civile), Université Laval, Faculté de droit, Québec, 18 mars 2016

« La dissuasion dans l'action collective », Colloque annuel sur les actions collectives, Barreau du Québec, Montréal, 10 mars 2016

Modératrice

Modératrice, Conférence Groupe RéForma, modes privés et personnes vulnérables, Faculté de droit de l'U. de Montréal, 11 novembre 2016

Formation juges

« L'équilibre fragile entre la recherche de la vérité et la maîtrise du dossier par les parties », Cour supérieure, Montréal, Palais de justice, 21 février 2017

« Le financement de l'action collective », formation et conférence pour les juges de la Cour supérieure, Montréal, Palais de justice, 27 septembre 2016

“What can class actions teach us about "regular" civil litigation ? The Interaction between Class Proceedings and Substantive Law “», Institut National de la Magistrature, Conférence annuelle des juges des cours supérieures, Vancouver, 18 mai, 2016

« Class Actions Effectiveness: Which Cases Just Are « Not Worth It »?, Institut National de la Magistrature, Conférence annuelle des juges des cours supérieures, Vancouver, 17 mai 2016

« Civil Procedural Justice Reform in Quebec/Réforme de la justice civile procédurale au Québec », Institut National de la Magistrature, Conférence des juges des cours d'appel, Toronto, 28 janvier 2016

Catherine RÉGIS

Conférences

« Parler de la culture participative en santé à travers le prisme de la justice participative ». Applications mobiles en santé : des usages aux enjeux éthiques,

déontologiques et juridiques, UQAM, Montréal, 22 novembre 2016

« Encadrement légal de la rémunération médicale au Québec », ENAP, Montréal, 2016

« Survol des enjeux juridiques liés à la science des données en santé », Université de Montréal, Montréal, 2016

« Les registres de déclaration obligatoire des liens d'intérêts en matière pharmaceutique », Faculté de droit, Université Paris Descartes, 8 mai 2016

Michèle Stanton Jean, « Recherche + intégrité scientifique », Atelier Recherche + Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, Montréal, 7 octobre 2016

« La prescription de médicaments en dehors de l'étiquette », Faculté de droit, Université Paris Descartes, Paris, 7 mai 2016.

« Should there be a legal obligation to use information and communication technologies (ICT) in the healthcare system? » dans le cadre de la conférence « Law+ tech – enjeux d'actualité, Faculté de droit, Université de Montréal, 15 mars 2016.

« L'accès aux médicaments en contexte de pénurie », Faculté de droit, Université Paris Descartes, Paris, 29 janvier 2016

Organisation

« Human Rights and the Contraceptive Imperative », Co-organisation conférence, Institute for Health and Social Policy, McGill, mars 2016

Atelier d'écriture pour ouvrage « La dignité en santé », en collaboration avec le François Viala, Professeur à la faculté de droit de Montpellier, avril 2016

Ateliers interaxes, Regroupement droit changements et gouvernance de l'Université de Montréal, « Le droit et les politiques », Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, juin 2016 et décembre 2016

Les 5@7 de la santé, cycles de conférence annuel, Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, 2016

« Séminaire doctoral international en droit de la santé », Lara Khoury (co-organisatrice), Faculté de droit, Université de Montréal et Université de McGill, mai 2016

Stéphane Rousseau

Table ronde sur le rapport de la Commission Charbonneau, Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, 23 février 2016

« Création d'entreprises, fusions et acquisitions au Canada », École d'été 2016 de l'Oie, droit et commerce bilatéral : Amérique du Nord-Europe / Law and Bilateral Trade: North America-Université de Montréal, Montréal, 30 mai 2016

Organisation

École d'été 2016 de l'Oie, Droit et commerce bilatéral : Amérique du Nord-Europe / Law and Bilateral Trade: North America- 30 MAI 2016 - 3 JUIN 2016

Hugo TREMBLAY

Conférences

« L'impact de la fragmentation du droit sur le développement des hydrocarbures dans le Golfe du Saint-Laurent », Le droit des ressources naturelles et de l'énergie: Où en sommes-nous? Où allons-nous? Chaire de recherche et d'innovation Goldcorp, Université Laval, Québec, 1-2 décembre 2016

« L'impact des juridictions transfrontalières sur le développement des hydrocarbures dans le Golfe du Saint-Laurent », Réseau Notre Golfe, Université du Québec à Rimouski, 20 octobre 2016

« Gestion de la variabilité hydrologique par les mécanismes juridiques applicables aux conflits d'usages de l'eau en droit Québécois » Organisation : 69^{ème} Congrès de l'Association canadienne des ressources hydriques, 27 mai 2016

« Droit de l'eau et changements climatiques », Conseil d'administration, CRDP, Faculté de droit, Université de Montréal, 11 mars 2016

« Droit de l'eau et variations hydrologiques », Comité de programme gestion de l'eau, Consortium Ouranos, 3 février 2016

Hélène TRUDEAU

Conférences

PROJET G3 (U de M, ULB et UNIGE): *Politiques publiques, fédéralisme coopératif et gouvernance multi-niveaux*, Conférencière lors de la troisième Rencontre scientifique : *Le fédéralisme paranormatif et la paralégalité en matière environnementale*, «La mise en œuvre de l'Accord de Paris au Canada : une tarification pancanadienne du carbone est-elle possible?» Genève, Suisse, 19-20 mai 2016

Organisation

PROJET G3 (UdeM, ULB et UNIGE): *Politiques publiques, fédéralisme coopératif et gouvernance multi-niveaux*, Co-Organisatrice de la troisième Rencontre scientifique : *Le fédéralisme paranormatif et la paralégalité en matière environnementale*, Genève, Suisse, 19-20 mai 2016

Pierre TRUDEL

Conférences

« Développements récents 2016 en TI » avec François Sénécal , 2016 It-Can, 20th Annual Conference, Montréal, 24 octobre 2016

« Droit au déréférencement des résultats de recherche – l'arrêt Google Spain et le droit canadien », Séminaire sur les droits fondamentaux, organisé par le Conseil de la magistrature du Québec, Hotel Alt Griffintown, 20 avril 2016

« Les mutations numériques et leurs enjeux pour le droit », Conférence-midi au Juri-club de Montréal, Palais de justice de Montréal, 19 avril 2016

« E-réputation et régulation des opinions sur Internet », Webinaire l'e-réputation et des influenceurs en ligne, Observatoire des médias sociaux en relations publiques de l'Université Laval, Terminal Croisières, Port de Québec, Québec, 5 avril 2016

Orateur

Orateur à la table ronde sur les dilemmes des gestionnaires de communautés web, Webinaire l'e-réputation et des influenceurs en ligne, Terminal Croisières, Port de Québec, Observatoire des médias sociaux en relations publiques de l'Université Laval, 5 avril 2016.

Nicolas VERMEYS

Conférences

« No Cyberjustice Without Cybersecurity », Conférence cyberjustice Europe 2016 , Strasbourg, Palais de l'Europe Lien vers l'événement, 5 décembre 2016

« Infonuagique et archivage : sécurité et pérennité de la mémoire de la justice », Journée d'étude SDSE-IHEJ, Paris, IHEJ, 29 novembre 2016

« Mythes et réalités du règlement en ligne des différends de consommation : Les incidences de la mystérieuse 4e partie sur l'accès à la justice », Cycle de conférence Mythes et mystères du droit de la consommation, Montréal, Université de Montréal Lien vers l'événement, 24 novembre 2016

« Se perdre dans les nuages : Les risques de l'infonuagique pour les chercheurs », conférence prononcée dans le cadre du colloque *L'administration des données numériques en recherche : perspectives sur les données massives et l'infonuagique*, Université Laval, Québec, 26 avril 2016

« Les aléas du dépôt technologique des documents », Colloque de la magistrature 2016, Montréal, 3 novembre 2016

« Justice and Technology: The University of Montreal's Cyberjustice Laboratory conférence prononcée dans le cadre du programme de formation pour les juges chinois, Montréal, Université de Montréal, 13 octobre 2016

« Online Dispute Resolution as a Tool for Judicial Reform », National Mediation Conference 2016, Broadbeach, Queensland (Australie) Lien vers l'événement, 14 septembre 2016

« Timing Interventions in the ODR Process », ODR 2016, La Haye Lien vers l'événement, 24 mai 2016

« Se perdre dans les nuages : Les risques de l'infonuagique pour les chercheurs »
L'administration des données numériques en recherche : perspectives sur les données massives et l'infonuagique, Université Laval, Québec Lien vers l'événement, 26 avril 2016

« Defend Your Data: Protecting Yourself as a Trusted Advisor », conférence prononcée en ligne dans le cadre de la *CBA Solutions Series*, 24 mars 2016 (avec Dan Pinnington);

« Le dépôt technologique des documents », conférence prononcée pour le ministère de la Justice du Québec, Québec, 22 mars 2016 ;

« Introduction à la cyberjustice », conférence prononcée dans le cadre des *conférences-midi de l'EBSI*, Montréal, 17 mars 2016 ;

« Sécurité de l'information et cybercriminalité – Les risques et la responsabilité de votre entreprise », conférence prononcée dans le cadre des *Événements les affaires*, Montréal, 27 janvier 2016 ;

« La « propriété numérique » – Biens immatériels ou actifs fictifs ? », conférence prononcée à l'Université McGill, dans le cadre des séminaires *Survivre à la technologie*, Montréal, 19 janvier 2016

Organisation

« Les PRD mis à nu... les modes de prévention et de résolution des différends sous le regard de la critique », (avec Catherine PICHÉ, Catherine RÉGIS), Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, 11 novembre 2016

Publication et réalisations des étudiants (es) et agents (es) de recherche

Mani ALLAMEHZADEH

Publications

« L'origine des modes de règlement des différends », (2016) *Revue Thémis* (soumis).

« L'appel », dans *Jurisclasseur Québec*, coll. « Droit civil », Procédure civile II, fasc. 32, Montréal, LexisNexis Canada, feuilles mobiles, mises à jour depuis 2015.

Communications

« La nouvelle culture juridique », 84e congrès de l'ACFAS, Université du Québec à Montréal, 12 mai 2016

« Organisation légale des modes privés de règlement des différends en droit civil québécois : Concordance avec la théorie psychosociologique de l'engagement », 84e congrès de l'ACFAS, Université du Québec à Montréal, Montréal, 11 mai 2016

« Le rythme du changement », Droit et temporalité, Colloque annuel des cycles supérieurs en droit, Université de Montréal, Montréal, 17 mars 2016

Répondant pour la table ronde « Le nouveau code de procédure civile et l'accès à la justice », Faculté de droit, Université McGill, Montréal, 10 février 2016

Distinctions et bourses

2016 – Bourse d'excellence Paul Lacoste

2016 – Bourse de soutien aux étudiantes/étudiants en scolarité décernée par le CRDP/ RDCG

Nathalie Blais

Bourses et récompenses

Bourse d'excellence Hydro-Québec dans le cadre du concours des Bourses d'excellence de la FESP 2015-2016, (montant 24 500\$)

Conférences

« À qui appartient le travail? Compétence des migrants et privilèges des natifs », animée par Gilles Bibeau et organisée par Violaine Lemay, Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, 5 décembre 2016

Anastasia Konina

Conférences

« Consumer Dispute Settlement in the EU and the US », conférence annuelle des cycles supérieurs de la Faculté de droit de l'Université McGill « Les défis juridiques dans le cyberspace », le 14 mai 2016, en ligne <http://www.mcgill.ca/agcl/previous-conferences/2016-conference>

« Judicial Independence in Light of Information Technology », colloque des chercheurs de la relève à la Faculté de Droit de l'Université de Montréal « Imaginer de nouvelles avenues en droit et sciences humaines : affaires, travail, personnes », 6 mai 2016

Bourses

Bourse de soutien aux études doctorales, mars 2016

Bourse de doctorat, décembre 2016

Christelle PAPINEAU

Conférences

« L'intelligence artificielle et le droit », séminaire de doctorat inter-universitaire UQAM et Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, UQAM, Montréal, 29 septembre 2016

« Le droit en évolution, l'intelligence artificielle ou les nouveaux outils statistiques d'aide à la décision juridique », cycle de conférences Jeunes chercheurs de la chaire LexUM, Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, 5 octobre 2016

Co-organisatrice du colloque « Imaginer de nouvelles avenues en droit et sciences humaines : affaires-travail-personnes », Faculté de droit, Université de Montréal, Montréal, 6 mai 2016

« Vers une grappe de Legal Tech à Montréal », Interview par Caroline Larocque-Allard, Les Affaires, 6 octobre 2016

Bourse Pamela Goldman Wexler Memorial Scholarship, hiver 2016

Karima SMOUK

Conférences

« Du cyber activiste au cyber combattant : Nouveaux champs de batailles, nouveaux modes de combat », cycles de conférences des jeunes chercheurs de la Chaire LexUm, Faculté de droit, Montréal, 23 mars 2016

Cristiano Therrien

Publications

« The Brazilian Civil Rights Framework for the Internet (or the Virtual Times of a Postmodern Law) » *Pensar* v. 20, n. 3 (2015)

<http://ojs.unifor.br/index.php/rpen/article/view/3830>

Vincent Gautrais et Cristiano Therrien, «Digitalization, Culture and Law: The Digital Leap in The North America Sandbox», dans Géraldine Goffaux-Caillebaut (dir.), *Éthique et patrimoine culturel: Regards croisés*, Collection «Droit du patrimoine culturel et naturel», 2016, L'Harmattan, Paris, p. 229.

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=52205&razSqlClone=1>

Communications

« Science & Technologie : l'embrasement des paradigmes juridiques », avec Ibrahim Patrick Congo et Victor Genevez, cycle de conférences Midi jeunes chercheurs, RDCG, Université de Montréal, Montréal, 1 novembre 2016

<http://www.crdp.umontreal.ca/nouvelles/2016/10/13/science-technologie-lembrasement-des-paradigmes-juridiques/>

« Roadmap for a Free and Open Internet » Faculté de droit, Université d'Ottawa, 22

novembre 2016

<https://youtu.be/NuJQ7fV9UrA?t=27m58s>

« Science, Technology and Human Rights: Does cognitive instrumental reason liberate us from moral and practical reason? » Bishop's University, 28 novembre 2016

<http://www.ubishops.ca/event/science-technology-human-rights-cognitive-instrumental-reason-liberate-us-moral-practical-reason/>

Bourse

Meilleure publication du RDCG :

« Law as Network and the Matrix : Over-Affection for my Subject Made the Red Pill Hard to Swallow », Les Chantiers de la recherche en droit – volume 3 (2015)

<http://www.crdp.umontreal.ca/nouvelles/2016/04/14/bourses-hiver-2016-bravo-aux-etudiants-du-rdcgcrdp/>

Annexe 3 : Liste des étudiants

Par ailleurs, le CRDP s'est doté d'une mission de soutien aux étudiants de maîtrise et de doctorat dirigés ou codirigés par ses professeurs chercheurs. Grâce à la conduite de projets de recherche subventionnés, les chercheurs postdoctoraux et les étudiants des cycles supérieurs peuvent éventuellement intégrer l'une des équipes de recherche du Centre en y occupant un poste d'agent ou d'assistant de recherche. Depuis longtemps, les étudiants LLM ou PhD peuvent compter sur un soutien financier en intégrant des équipes de recherche et travailler sur des thèmes connexes à leur sujet de thèse ou de mémoire. Notons que cette approche où l'étudiant participe à un projet de recherche est une tradition de longue date au CRDP. En effet, le fait de participer à une pareille organisation constitue un stimulant dont les étudiants bénéficient les uns par rapport aux autres.

Étudiants postdoctorants

Nom	Prénom	Titre Projet	Directeur	Admission
CACHECO	Maya		NOREAU P.	2016
DEVULSKY	Alessandra		LEMAY V.	2016

Étudiants inscrits au doctorat

Nom	Prénom	Titre Projet	Directeur	Admission
ALAMI	Malika	Mission d'intérêt général des médias et nouveaux périls pour la liberté de presse	LEMAY	
ALLAMEHZAD EH	Mani	Les principes d'interprétation de la procédure civile québécoise.	NOREAU P.	2013

AZEBOVE TETANG	GUY	La circulation des modèles constitutionnels ou des « cultures constitutionnelles » en Afrique subsaharienne et leur réappropriation	GAUDREULT DESBIENS J.F. NOREAU P.	2015
BAGLINIERE	Laure	Perspectives comparées Canada-France-États-Unis sur les alternatives à la résolution des conflits en droit de la santé	REGIS C.	2014
BARRERE	Sarah	La législation de l'Union européenne sur la traite d'êtres humains	NEUWHAL N.	2012
BAUDIN	Laura	L'ONU et le maintien de la paix et de la sécurité internationales : la question de l'encadrement juridique des cyberattaques en droit international public	BENYEKHFLEF	2015
BEN MATOUG	Khadija	Le principe d'une responsabilité sociétale des entreprises transnationales.	GAUDREULT- DESBIENS J.-F.	2014
BÉRARD	Frédéric	Charte canadienne et droits linguistiques : frontières allégoriques et autres assertions consensuelles	GAUDREULT- DESBIENS J.-F.	2014 TERMINÉ
BERTHE	Moussa	L'adéquation entre le droit OHADA et son environnement : le cas des télécommunications au Mali	NOREAU P.	2015
BLAIS	Nathalie	Canada: préférence pour les garçons et discrimination envers les filles	LEMAY V.	2013
BOLDUC	Andrée-Anne	Vers des parlements plus responsables. Processus d'internalisation et interactions normatives des règles déontologiques en milieu parlementaire	GAUDREULT- DESBIENS J.-F.	2014

BOSTANI	Fateme	Human Rights Social Representations in Elementary Schools: A comparative Study in Iran and Canada	LEMAY V. CAMPOS M. codirecteur	2015
BOULAY	Claude	La théorie du dialogue et la société civile en droit constitutionnel canadien	GAUDREAU DESBIENS J.-F.	2005 terminé
BROSSE	Julien	Management stratégique des titres de propriété industrielle, le droit au service de l'efficience de l'entreprise	GENDREAU Y.	2014
CHARBON-NEAU	Olivier	L'émergence de normes par l'entremise des relations contractuelles dans les environnements numériques	TRUDEL P.	2009
CHAUTARD	Thomas	Les compétences d'Euratom en matière de sûreté nucléaire, à la lumière du fédéralisme canadien	TRUDEAU H.	2014
CHENEVERT	Jean-Philippe	Les récentes modifications normatives et leur effectivité quant à l'amélioration de la gouvernance sous l'angle de l'imputabilité	REGIS C.	2016
CAO	Lei	Intellectual Property and Financial Securitization	ROUSSEAU S.	2013
COMTOIS	Annie-Pierre	L'interrelation des domaines du droit et de la santé en matière de psychiatrie légale	REGIS C.	2016
CONGO	Patrick Ibrahim	La régulation des communications dans l'espace UEMOA à l'heure de la convergence	GAUTRAIS V.	2013
DEFOND	Juliette	Protection des personnes en situation d'extrême en DIDH: que révèlent les sciences politiques quant à l'arbitraire potentiel du droit?	LEMAY V. BENYEKHEF K. codirecteur	2013
DIAMOND	Pierre-Simon	L'institutionnalisation des personnes en situation d'extrême en DIDH	NOREAU P.	2015

DJEDI	Daniel	Le principe québécois de l'impartageabilité de la réserve des coopératives non financières: discussion critique autour du maintien ou de la suppression	LEMAY V.	2012 TERMINÉ
DONGMO KAHOU	Paulette Flore	Les conséquences juridiques de la polygamie pour les femmes et les enfants au Canada et au Cameroun	GAUDREAUULT- DESBIENS J.-F.	2006
DUMONT- GAGNON	Sara	L'obligation de consultation en matière d'exploitation des territoires autochtone	NOREAU P.	2013
ENGELS	Nina		GAUDREAUULT- DESBIENS J.F.	
FALLA	Élodie	L'indemnisation du préjudice en recours collectif.	PICHE C.	2013
FAU	Valentine	Étude critique de la construction normative de la rationalité des droits de l'enfant : l'adolescence théorique d'une logique identitaire	NOREAU P.	2014
FERRON- PARAYRE	Audrey	Comprendre l'absentéisme des patients aux rendez-vous opératoires en chirurgie électorive : identifier les lacunes du processus d'obtention du consentement libre et éclairé des patients et explorer le rôle du conflit décisionnel	REGIS C.	2012
GENÈVES	Victor	L'utilisation des neurosciences et de l'imagerie cérébrale à titre de preuve technique et d'expertise judiciaire	TRUDEL P.	2013
GIRARD	Marie-Andrée	L'impact de la perception de l'encadrement légal sur la pratique collaborative dans les établissements de santé québécois	REGIS C.	2016

GOABIN	Ginette	Acteurs armés non étatiques et respect des droits de l'enfant en période de conflits armés internes: quelles perspectives?	LEMAY V. LAROSA A-M. codirectrice	2014
GROTINO	Frédéric	La problématique de la rémunération des dirigeants d'entreprise	ROUSSEAU S.	2008
GUILMAIN	Antoine	Droit processuel et cyberjustice	BENYEKHELF K.	2012
HWA KANG	Pyeng		GAUDREULT DESBIENS J.F. KARAZIVAN N.	
KANDOLO ON'UFUKU wa KANDOLO	Pierre Félix	La réparation des préjudices subis par les victimes de violations des droits humains	FREMONT J.	2013
KALDAS	Marian	Effectivité comparée d'un droit constitutionnel comparable: Canada et Égypte	LEMAY V	2014
KELCI	Sevgi	La transmissibilité du droit à l'information au décès d'un utilisateur d'Internet	TRUDEL P.	2013
KONINA	Anastasia	L'influence des technologies de l'information sur la séparation des pouvoirs au Canada, ainsi qu'aux autres pays du Commonwealth et aux États-Unis	BENYEKHELF K. VERMEYS N.	2016
LAPERRIERE	Marie-Neige	Critique féministe matérialiste du droit civil québécois: le travail "domestique" et les violences sexuées, les "impensés" du droit du logement	LEMAY V.	2009 TERMINÉ
LARGENTÉ	Laurence	L'analyse du risque dans le domaine du médicament : approche comparée du droit européen et droit canadien	MOLINARI P.	2006

LECUYER	Marie-Lou	Social dynamics of biodiversity conflicts and search for common ground: the case of human-jaguar co-existence in Calakmul, Mexico	LEMAY V. (membre du comité de thèse)	2013
LEMAIRE	Christine	Détresses du rapport au temps chez les professionnels du droit et de la santé: au-delà de la conciliation travail famille	LEMAY V. ABRAHAM Y-M. HEC, codirecteur	2014
MALHAIRE	LOIC	Une analyse des politiques publiques d'aide aux travailleurs pauvres au Québec. Entre logiques institutionnelles et trajectoires de vie, un espace pour l'innovation communautaire	LEMAY V. LESEMANN F. INRS, codirecteur	2010
MARCHAND	Manon	Quête de motivation et d'inspiration en période de crise et de perte de sens : exploration du thème de Venise comme expérience artistique et transculturelle	LEMAY V. HAREL S. codirecteur	2013
MARKIEWICZ	Sarah	L'archivage électronique	VERMEYS N.	2013
MARTIN-BARITEAU	Florian	Repenser les fonctions du droit de marque	GAUTRAIS V.	2012 TERMINÉ
MAXI	Ascensio	Sexualité et parentalité chez les adolescents haïtiens infectés au VIH par transmission verticale ou sexuelle : quelles normes, quelles valeurs et quelles pratiques	LEMAY V.	2013, DÉPOSÉ
MELINGUI	Julien Clément	«Le choix des modes de financement et d'assistance en droit international de l'environnement : quelles garanties d'efficacité pour l'application de la Convention de Minamata sur le mercure?»	TRUDEAU H.	2011
MOUCHARD	Emilie	Le principe de responsabilité (l'accountability) en matière de protection des renseignements personnels	GAUTRAIS V.	2011

NASSARAH	Éric	Le respect sacramentel à l'épreuve du durcissement de la répression des infractions commises sur mineurs	GAUDREULT-DESBIENS J.-F.	2013
NSEN - GIYUMVA	Nadine	Essai d'analyse de la condition juridique de la femme burundaise et son aspect socio - économique	FREMONT J.	2010
OGOUBI	Amandine	Intérêt et pratique de la médiation dans l'espace de l'OHADA	PICHE C.	2015
OUIMET	Marie-France	Types de compromission de l'enfant et devoirs de signalement en protection de la jeunesse	LEMAY V.	2016
PAIVA	Adolpho Netto Faria	La mondialisation de la recherche clinique et la protection du sujet de recherche au Canada, aux Etats-Unis, au Brésil et en Chine	LEROUX T.	2012
PAPINEAU	Christelle	Approche computationnelle du droit : l'intelligence artificielle au service de la science juridique	BENYEKHFLEF K.	2015
PARENT	Valérie	Le concept d'humanité en droit international	BENYEKHFLEF K.	2015
PELLETIER	Julien	Mossi et métissage des systèmes juridiques au Burkina Faso	ROUSSEAU S.	2011
POÉRI	Grâce Perside	Les enfants dits «microbes» en Côte d'Ivoire : approche humanitaire sur les défis, enjeux et perspectives pour ne intervention de protection de l'enfant	LEMAY V. BIBEAU G.	2015
PORCIN-RAUX	Adriane	La mise en concurrence des sociétés de gestion collective des droits d'auteur	GAUTRAIS V.	2008
SABBAGH	Paul	Titre à venir	PICHÉ C.	2015

SAINT-DENIS	Amélie	La place de l'Autre : l'influence des sciences humaines et sociales dans le processus judiciaire et décisionnel de la Cour du Québec, chambre de la jeunesse	LEMAY V.	2013
SARAGA	Albert	Les organismes communautaires de Montréal face au vieillissement et à la précarité des personnes toxicomanes : perspectives des intervenants et des usagers	LEMAY V.	2013
SAUVÉ	Jean-Sébastien	Analyse de la construction sociojuridique de la notion de sexe en droit civil québécois et évaluation des défis que posent certains processus	GAUDREAU-DESBIENS J.-F.	2012 TERMINÉ
SHARIFI KHAJEDEHI	Salma	Cyberattaques et cyber défense : l'état du droit	BENYEKHFLEF K.	2011
SMOUK	Karima	Droit international et cyberguerre	BENYEKHFLEF K.	2013
STEYN	Elizabeth	At the intersection of tangible and intangible. Constructing a framework for the protection of sacred indigenous sites in the pursuit of natural resource development projects: a pluralist, human rights-based approach	GAUDREAU-DESBIENS J.-F.	2013
THERRIEN	Cristiano	L'utilisation des données ouvertes et personnelles dans les applications de <i>Big Data</i> et <i>Cloud Computing</i> pour des villes intelligentes	TRUDEL P.	2013
TOURÉ	Boubacar	Titre à venir	NOREAU P.	2013
TUWIZANA FIMPA	Twison	Développement durable et participation des peuples autochtones et des communautés locales: perspectives juridiques aux modalités concrètes d'implantation du programme REDD+ dans les pays	TRUDEAU H.	2014

		en développement à la lumière de l'exemple congolais		
ZHAO	Yu	Obligation des États de coopérer en droit international des cours d'eau transfrontaliers : État du droit et étude du cas Chinois	TRUDEAU H.	2011 TERMINÉ
ZANNOU	Ledy Rivas	La protection juridique du cyberconsommateur en Afrique : Cas de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest	GAUTRAIS V.	2016

Liste étudiants à la maîtrise

Nom	Prénom	Titre Projet	Directeur	Admission
ADOM'MEGAA	Prudencio Selly	La protection de la vie privée dans la lutte contre le terrorisme au Canada: évolution ou révolution	VERMEYS N.	
BALTHAZARD	Laurier	Titre à venir (td)	VERMEYS N.	2015
BARDAXOGLU	Sarah	Étude sur les effets du droit : le cas du foeticide féminin en Inde	NOREAU P.	2014 TERMINÉ
BASHILOVA	Darina	Titre à venir	ROUSSEAU S.	2015
BEAUMIER	Simon	Titre à venir	PICHÉ C.	2015
BELISLE	Julie	Les centres médicaux spécialisés : les patients sont-ils vraiment à risque?	REGIS C.	2012 TERMINÉ
BOND ROUSSEL	Geneviève	Le « profilage discriminatoire » basé sur les « convictions politiques » de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec : un concept à définir dans le cadre d'une discussion interdisciplinaire	GAUDREAU-DESBIENS J.-F.	2012

BOUTIN CLERMONT	Marie- Andrée	Le droit à l'anonymat	VERMEYS N.	2015
BOZKURT	Musa	Le lobbying auprès des institutions de l'Union européenne	NEUWAHL N.	2016
CARON	Marylise	Enjeux juridiques liés à l'hébergement des données judiciaires en infonuagique	VERMEYS N.	2015
CARRIER	Alexandre	Obligation de consultation de la Couronne envers les peuples autochtones en droit canadien : quelles sont les possibilités de délégation de l'obligation aupromoteur?	TREMBLAY H. LECLAIR J.	2015
CHAFFAI- PARENT	Shana	Titre à venir	PICHÉ C.	2015
CHEVALIER	Michael	Les enjeux juridiques de l'apparition de nouveaux modèles d'affaires basés sur la commercialisation des données	TRUDEL P.	2013
CRÉMISI	Chloé	Droit d'auteur et protection de la vie privée	GENDREAU Y.	2015
CHRÉTIEN	Joséane	Don de sang de cordon ombilical et placentaire: perspectives juridiques et éthiques liées au consentement et au droit de propriété	LEROUX T.	2015 TERMINÉ
DABROWSKI	Adam	Le domaine public de la propriété intellectuelle la notion de la « renonciation des droits exclusifs. Et les modèles des licences ouvertes	GENDREAU Y.	2015
DAHER	Bachar	La résolution des litiges et différends contractuels de faible intensité par l'entremise de procédés technologiques en PPP	VERMEYS N.	2015
DEACARIE	Jean- Sébastien	Le cadre juridique applicable à une infrastructure (infonuagique) en tant que service (IaaS)	VERMEYS N.	2015

DESROCHERS-GIROUX	Isabeau	Les négociations climatiques; la prise en compte des droits de l'homme et du devoir d'adaptation	TRUDEAU H.	2015
DEVILLERS	Claire	Titre à venir	BENYEKHLIF K.	2015
DOLEZALEK	Katharina	Human Walls, How Frontex and the Canadian Border Services Agency Deal with Irregular Migration	NEUWAHL N.	2016
ÉLIAS	Déborah	La diffusion en continu sur Internet : Analyse du système législatif français et québécois encadrant cette nouvelle pratique (TD)	VERMEYS N.	2015
FLORESTAL	Maguy	Titre à venir	TRUDEL P.	2015
FOURNIER GENDRON	Hugo	Sécurité informationnelle des objets connectés et risques à la santé et sécurité : quelle responsabilité pour le fabricant?	VERMEYS N.	2015
FRASER	Ludovic	Analyse comparative des pouvoirs et limitations des agences canadiennes et américaines de réglementation de l'énergie quant à la tarification des services publics dans le contexte de la nouvelle Politique énergétique 2030 du Québec	TREMBLAY H.	2016
FROUNDJIAN	Nareg	Responsabilité algorithmique des intermédiaires neutres	VERMEYS N.	2015
HÉBERT	Marie-Hélène	«Vaccin VPH : étude comparative des étapes de mise en marché au Canada et en France»	LEROUX T.	2014
JETTÉ	Virginie	Titre à venir	GAUTRAIS V.	2015
KALAYDZHIEVA	Varka	Les droits des réfugiés dans l'UE	NEUWAHL N.	2010
LANCTÔT	Élisabeth	L'article 43 du Code criminel et l'enfant sujet de droit: vers quelle évolution?	LEMAY V.	2015
LAMBERT	Louise	Les droit moraux des artistes-interprètes audiovisuels	GENDREAU Y.	2016

LAURENDEAU	Marie-Annick	Le modèle optimal du régulateur québécois est-il atteint?	ROUSSEAU S.	2011
LAPIERRE	Guillaume	"Les marques de commerce dans un contexte commercial de franchisage et/ou de groupements: enjeux et défis contemporains"	GENDREAU Y.	
MAURY	Kevin	L'encadrement des émissions des GES de la marine en droit canadien (TD)	TREMBLAY H.	2015
MAVREEN	Rekha	Titre à venir	TREMBLAY H.	2016
MBENGUE	Amadou	Titre à venir	TRUDEL P.	2015
MC KENNA	Caroline	La responsabilité de l'Etat dans les cas de syndrome alcoolico-fœtal	LEMAY V.	2009
MENENDEZ	Manuel	Titre à venir	BENYEKHLIF K.	2015
MORRISSETTE	Léa	La protection de la santé au sein des camps des réfugiés dans une perspective internationale	RÉGIS. C	2016
ORTALDA	Matthieu	La neutralité informationnelle entre fragmentation et convergence	VERMEYS N.	2015
PROVENCHER BORDELEAU	Bruno	La vie privée à l'ère du Big data (TD)	VERMEYS N.	2015
PASSOS	Roxanne	La réglementation des substances toxiques au Canada	TRUDEAU H.	2016
POIRIER	Isabel	Enjeux juridiques de la publicité comportementale	GAUTRAIS V.	2016
PRUD' HOMME	Benjamin	Obstacles intellectuels à l'interdisciplinarité en faculté de droit et besoins juridiques croissants d'une théorisation du jeu complémentaire des normativités de sciences humaines et sociales: l'exemple de l'obligation juridique	LEMAY V.	2015
RIVERIN	Jean-Philippe	Titre à venir	TRUDEL P.	2015

ROBERT	Marie-Christine	Droit à l'oubli	GAUTRAIS V.	2014
ROBICHAUD	Julie	Titre à venir	GAUTRAIS V.	2015
TRAN	Anh Thu	La propriété intellectuelle et la mode	GENDREAU Y.	2015
TROTTIER	Marielle	La publicité sur les médicaments dirigés aux consommateurs	REGIS C.	2012 TERMINÉ
VANI	Juliette	Titre à venir	NOREAU P.	2015 TERMINÉ
VICO CHOLIN	Émilie	Les systèmes de gestion des connaissances (TD)	VERMEYS N.	2015



www.crdp.umontreal.ca